

La participation politique en ligne des jeunes à travers le prisme des inégalités socioculturelles

JULIEN BOYADJIAN

■ Maître de conférences en science politique,
Science Po Lille, Centre d'études et de recherches
administratives, politiques et sociales (CERAPS, UMR
8026)



La participation politique en ligne des jeunes à travers le prisme des inégalités socioculturelles

*Julien Boyadjian, maître de conférences en science politique, Science Po
Lille, Centre d'études et de recherches administratives, politiques et sociales
(CERAPS, UMR 8026)*

[Pour citer ce document](#)

Boyadjian J., 2020, *La participation politique en ligne des jeunes à travers le prisme des inégalités socio-culturelles*, INJEP, Notes & rapports/Rapport d'étude.

| | |
|---|-----------|
| 1. INTRODUCTION | 5 |
| 2. LA QUESTION DE L'INFLUENCE DU NUMERIQUE SUR LA PARTICIPATION POLITIQUE DES JEUNES | 7 |
| 2.1 La participation politique des jeunes, une question ancienne réactivée avec la révolution numérique | 7 |
| 2.2 Les hypothèses explicatives de la surreprésentation des jeunes dans les publics mobilisés en ligne | 8 |
| 2.3 Hétérogénéité de la jeunesse, hétérogénéité de la participation numérique | 9 |
| 3. LES PROBLEMES DE MESURE DE LA PARTICIPATION POLITIQUE EN LIGNE DES JEUNES | 11 |
| 3.1 Mesurer la participation en ligne <i>in situ</i> | 11 |
| 3.2 Mesurer la participation politique par questionnaire | 12 |
| 3.2 La méthodologie de l'enquête : partir à la rencontre de publics « jeunes » et remonter à leurs traces de participation en ligne | 13 |
| 4. LES DETERMINANTS SOCIAUX DE LA PARTICIPATION POLITIQUE EN LIGNE DES JEUNES | 19 |
| 4.1 Des modalités de participation en ligne inégalement investies | 19 |
| 4.2 Des rapports à la participation politique en ligne déterminées par le niveau et le contexte de politisation des publics | 24 |
| 5. TYPOLOGIE DES RAPPORTS A LA PARTICIPATION EN LIGNE DES JEUNES | 29 |
| 5.1 Les « passionnés » : le numérique, une dimension constitutive de la politisation et de l'engagement | 29 |
| 5.2 Les « intermittents » de la participation numérique | 35 |
| 5.3 Les « distants » : un rapport oblique à la participation politique en ligne | 41 |
| 5.4 Les jeunes décrocheurs scolaires ou les « invisibles » de la participation en ligne | 47 |
| 6. CONCLUSION | 54 |
| BIBLIOGRAPHIE | 56 |

1. Introduction

Le numérique et les médias sociaux apparaissent aujourd'hui comme les principaux supports et vecteurs de la participation politique des jeunes. « Avoir signé une pétition ou défendu une cause par internet, un blog, un réseau social » est ainsi, en 2019, la modalité de participation la plus citée par les 18-30 ans, devant le bénévolat, l'action collective ou, plus encore, le militantisme partisan (CRÉDOC, 2019). Ces derniers mois, « la grève mondiale pour le climat » ou encore le mouvement des Gilets jaunes – deux mobilisations ayant fortement mobilisé la jeunesse, ou plus précisément certaines de ses composantes (Collectif d'enquête sur les Gilets jaunes, 2019) – ont mis en lumière l'importance prise par les outils numériques dans les mobilisations collectives. Cette participation numérique, en constante augmentation (CRÉDOC, 2019), vient ainsi infirmer, ou du moins nuancer, les discours médiatiques et politiques qualifiant la jeunesse de « désengagée, apolitique, individualiste et apathique » (Becquet, Goyette, 2014). Malgré leur plus faible participation électorale (Muxel, 2002), les jeunes ne seraient en réalité pas moins intéressés par la politique et les affaires de la cité que leurs aînés, et trouveraient avec le numérique et les médias sociaux des modalités d'action davantage ajustées à leurs idéaux. Cette idée prolonge ainsi la thèse d'une transformation – et non d'un déclin – de la participation juvénile, qui se traduirait, depuis les années 1980, par un plus faible investissement dans les formes de participation politique « conventionnelle » (le vote, le militantisme partisan, etc.), et une montée en parallèle de l'action contestataire (grève, manifestation, occupation, etc.) [Galland, 2017].

Ce rapport propose de prolonger cette réflexion en apportant un éclairage complémentaire sur deux principaux points. Le premier concerne la variété et la nature des différentes modalités de participation politique en ligne. À l'instar de la participation politique « hors-ligne », la participation numérique englobe en effet une très grande diversité de pratiques. Certaines se rapprochent davantage de la participation dite « conventionnelle » – faire un don en ligne à un parti politique, prendre part à des dispositifs participatifs numériques (comme la plateforme du Grand débat national par exemple), etc. – quand d'autres s'apparentent plutôt à des formes « non conventionnelles » : signer des pétitions en ligne, coordonner des actions militantes contestataires, voire « pirater » des sites internet d'institutions ou de partis politiques, etc. Si cette opposition entre participation « conventionnelle » et « non conventionnelle » est discutable, il n'est resté pas moins que ces différentes modalités de participation numérique renvoient à des conceptions différenciées de la citoyenneté et de la démocratie. Ce rapport entend précisément prendre en considération cette pluralité de pratiques et de significations accordées à la participation numérique, en les rapportant aux différents profils de jeunes qui les investissent.

Le second aspect sur lequel ce rapport souhaite apporter un éclairage concerne les déterminants sociaux de la participation politique en ligne des jeunes. Bien qu'elle constitue une forme d'engagement nodale, la participation numérique n'est en effet pas investie avec la même intensité dans les différentes composantes de la jeunesse. Comme le laisse apparaître le baromètre DJEPVA sur la jeunesse (CRÉDOC, 2019), la participation en ligne semble répandue bien davantage chez les jeunes diplômés du supérieur que chez ceux ayant un niveau inférieur au baccalauréat. Une des interrogations centrales de cette recherche consistera par conséquent à déterminer dans quelle mesure le numérique constitue un levier

ou non de la participation politique des jeunes, ou, du moins, atténue les inégalités de participation politique constatées au sein de la jeunesse dans la sphère « hors-ligne » (Michon, 2008).

Afin d'apporter des éléments de réponse à ces questions, différents segments socialement différenciés de la jeunesse ont été interrogés – et leurs pratiques politiques en ligne observées – dans le cadre de cette enquête. Le rapport s'articule autour de quatre parties :

La première partie revient sur la manière dont la question du rapport des jeunes à la participation politique en ligne est discutée dans la littérature scientifique.

La deuxième partie questionne les problèmes de mesure de la participation en ligne et la méthodologie de l'enquête.

La troisième partie interroge les déterminants sociaux de la participation politique en ligne des enquêtés, en articulant cette question à leur rapport plus large à la politique, aux institutions et au monde social.

La quatrième partie, enfin, esquisse une typologie des rapports juvéniles à la participation politique en ligne.

2. La question de l'influence du numérique sur la participation politique des jeunes

2.1 La participation politique des jeunes, une question ancienne réactivée avec la révolution numérique

La question de la participation politique des jeunes et de leur rapport aux institutions ne date pas de l'ère numérique. Dès la fin des années 1970, Norman Nie, Sydney Verba et John Petrocik, dans l'ouvrage *The Changing American Voter* (1979), théorisaient l'émergence d'une nouvelle génération d'électeurs aux États-Unis, moins satisfaite des partis politiques et des élites et plus critique à l'égard des institutions. Principalement mesurée à travers l'acte de vote, la participation des jeunes apparaît depuis lors régulièrement inférieure à celle de catégories plus âgées du corps électoral – même si, en France, cette participation se caractérise en réalité davantage par son caractère intermittent (Braconnier *et al.*, 2017). Afin d'inclure dans l'arène démocratique des publics qui s'en étaient écartés – dont les jeunes – une grande variété de dispositifs participatifs (conseil de quartier, budget participatif, jury citoyen, conférence de consensus, sondage délibératif, etc.) ont été expérimentés à partir des années 1990, avec des résultats cependant souvent en demi-teinte, notamment en ce qui concerne la participation, encore très limitée, des jeunes à ces dispositifs (Blondiaux, 2008). C'est dans ce contexte que l'émergence du Web 2.0 au début des années 2000 a suscité de nombreuses espérances. Parce qu'il offre aux internautes des outils très simples pour publier et échanger des contenus de toute sorte, pour s'informer ou encore pour communiquer en temps réel, certains ont vu dans le Web 2.0 le moyen de redynamiser la démocratie (Benkler, 2009). Des travaux scientifiques ont cependant rapidement confronté ces discours technicistes à la réalité des faits, en montrant que le numérique ne faisait en réalité que « prêcher des convertis », pour reprendre l'expression de Pippa Norris (2003). On retrouve en effet dans les publics mobilisés en ligne des individus présentant les mêmes grandes caractéristiques que les publics mobilisés hors-ligne (comme les votants assidus ou les militants de partis politiques) : à savoir des citoyens principalement masculins, urbains, diplômés, occupant des positions sociales élevées et fortement politisés.

Cependant, une caractéristique différencie assez sensiblement les publics mobilisés en ligne : leur jeune âge. En effet les jeunes sont très souvent surreprésentés dans les enquêtes consacrées à la participation politique en ligne (Dahlgren, 2007 ; Greffet *et al.*, 2014). Sur Twitter, les 18-25 ans constituent la tranche d'âge la plus nombreuse à s'exprimer politiquement (Boyadjian, 2016). Anaïs Theviot (2013) observe de la même manière que les « cyber-militants » sont beaucoup plus jeunes en moyenne que les militants traditionnels des deux principaux partis de gouvernement. Cette « inclusion numérique » des publics jeunes dans l'arène de la participation semble même s'étendre aux adolescents. Sur Twitter, au moment de l'élection présidentielle de mars 2012, près de 10 % des usagers à s'être exprimés politiquement avaient moins de 18 ans (Boyadjian, 2016). Les publics adolescents appréhenderaient ainsi les médias sociaux comme des « espaces publics informels » (Bennett, 2008), et en feraient de véritables « pépinières d'engagement civiques » (Caron, 2014).

DÉFINITION DE LA PARTICIPATION POLITIQUE EN LIGNE

Peut-on qualifier ces nouvelles pratiques numériques d'actes de participation politique ? La notion de participation politique – et la définition canonique qu'en ont donnée Verba et Nie (1972), maintes fois discutée depuis – est au centre de débats théoriques récurrents, qui se prolongent aujourd'hui à travers la question de la participation politique en ligne (Greffet *et al.*, 2014 ; Anduiza *et al.*, 2009).

Si pour certains auteurs, la participation en ligne peut être appréhendée à travers la déclinaison numérique d'actes de participation « hors-ligne » (Oser *et al.*, 2013 ; Valenzuela *et al.*, 2012), pour d'autres, le numérique génère des formes de participation inédites (Anduiza *et al.*, 2012), relevant d'une forme de « participation expressive » (Rojas, Puig-i-Abril, 2009) : publier des tweets politiques, participer à des forums ou groupes Facebook, partager des vidéos, etc. Pour Evgeny Morozov (2009), ces nouvelles formes de participation, qualifiées péjorativement de « slacktivism » (contraction des termes anglais « *slacker* » et « *activism* », littéralement « activisme paresseux », cette notion désigne des formes de participation jugées peu exigeantes, effectuées en quelques clics de souris, sans réel engagement), n'auraient aucune influence réelle sur le jeu politique et ne pourraient à ce titre être qualifiées de participation politique.

A contrario, nous adopterons dans ce rapport une définition volontairement extensive de la notion de participation politique en ligne, en désignant par là toutes les traces d'activité numériques trahissant une forme d'intérêt exprimé (même minimale) pour le champ politique spécialisé et les actions contestataires se déroulant à sa marge : partages et relais d'informations, publication de contenu, interactions avec les acteurs, visionnage de vidéos politiques, etc.

2.2 Les hypothèses explicatives de la surreprésentation des jeunes dans les publics mobilisés en ligne

Trois principales hypothèses sont discutées dans la littérature académique pour expliquer cette surreprésentation des jeunes dans les publics mobilisés en ligne, à la différence d'autres catégories restées en retrait de la participation numérique (catégories populaires, âgées, peu diplômées, rurales, etc.). Selon une première hypothèse, les jeunes seraient surreprésentés dans les espaces participatifs numériques parce qu'ils disposeraient des compétences numériques (Best, Krueger, 2005) nécessaires à l'activation de la participation politique en ligne. La participation numérique nécessite en effet un minimum d'aisance et de maîtrise des outils numériques et des médias sociaux. Or les jeunes générations sont précisément celles qui maîtrisent le plus ces outils. Aujourd'hui, la totalité des 18-24 ans sont internautes (tout comme les 12-17 ans), et 96 % d'entre eux sont inscrits et participent à un ou plusieurs réseaux sociaux (CRÉDOC, 2017). Souvent qualifiées de « digital natives » (Stenger, 2015), ces jeunes générations ont été acculturées aux outils numériques dès les premières phases de leur socialisation, et disposent de ce fait de plus de « compétences numériques » (Internet skills) : ce sont en effet les Français de moins de 40 ans qui se déclarent les plus « compétents » et les plus à l'aise dans l'utilisation des outils numériques (smartphone, ordinateur, tablette) (CRÉDOC, 2017).

Une deuxième hypothèse explicative de la surreprésentation des jeunes dans la participation numérique concerne l'ajustement supposé des outils numériques aux évolutions du militantisme et plus particulièrement aux nouvelles formes d'engagement, privilégiées par les jeunes générations. Internet

favoriserait ainsi des formes d'engagement plus souples, informelles et ponctuelles, en accord avec l'évolution des pratiques militantes – devenues plus intermittentes et instables – décrite par Jacques Ion (1997). Plus encore, en raison de sa structure horizontale et réticulaire, Internet répondrait aux attentes d'horizontalité des militants des nouveaux mouvements sociaux apparus depuis la seconde moitié des années 1990. Ainsi, comme le rappelle Fabien Granjon (2005, p. 24), la notion de réseau et d'horizontalité véhiculée par Internet correspondrait « pleinement aux formes d'engagement matériel ou personnel des militants de ces nouveaux mouvements organisés en réseaux, faisant preuve d'une grande défiance vis-à-vis des procédures de délégation et défendant une prise de parole aussi horizontale que possible ». Les jeunes, en privilégiant ces nouvelles formes d'engagement, trouveraient donc avec le numérique des outils ajustés à ces idéaux participationnistes.

Enfin une troisième hypothèse explicative de la surreprésentation des jeunes dans les publics mobilisés en ligne concerne la diminution des coûts de la participation politique permise par le numérique et les médias sociaux. La science politique a en effet montré de longue date que le niveau de participation politique des citoyens était corrélé à leur niveau de compétences politiques (Gaxie, 1978). Or les outils numériques offrent des formes d'engagement moins exigeantes socialement et politiquement (Cardon, 2010), qui conviendraient davantage à une jeunesse acculturée aux normes d'immédiateté et d'instantanéité : « liker » la page d'un acteur politique, partager une vidéo d'une candidate sur Youtube, voire jouer à un « jeu vidéo » politique, etc. Autant d'activités beaucoup moins chronophages, et nécessitant moins de compétences politiques *a priori*, que des activités militantes plus « traditionnelles ».

En résumé, les jeunes privilégieraient davantage le numérique pour s'exprimer politiquement car ces outils 1) leur seraient familiers et faciles d'utilisation, 2) seraient ajustés à leur désir d'horizontalité dans les formes d'engagement et les prises de décision, 3) seraient moins chronophages et exigeants socialement que d'autres modalités d'action, comme celles proposées par les dispositifs de démocratie participative par exemple.

2.3 Hétérogénéité de la jeunesse, hétérogénéité de la participation numérique

Cependant, constater que les jeunes sont surreprésentés dans les espaces participatifs en ligne et les médias sociaux suffit-il à affirmer que le numérique est un vecteur de politisation de la jeunesse *dans son ensemble* ? Si elle est souvent étudiée dans la littérature comme une catégorie homogène et disposant de caractéristiques spécifiques (notamment concernant son rapport au vote), la jeunesse apparaît en revanche comme plus diversifiée et plurielle dans les enquêtes qui lui sont spécifiquement dédiées, notamment en ce qui concerne son rapport au politique et à la participation citoyenne. La « jeunesse » est en effet une catégorie très hétérogène (Bourdieu, 1984 ; Dubet, 2018), regroupant des individus aux origines, aux trajectoires, aux aspirations, aux représentations et modes de vie parfois très éloignés. Y compris au sein de la jeunesse étudiante, Sébastien Michon (2008) a pu montrer d'importantes différences de politisation selon les filières d'études, les étudiants de formations courtes

(BTS, IUT¹) ou de certaines formations universitaires longues (AES, STAPS², etc.) se caractérisant en effet par un niveau de politisation et de participation politique sensiblement inférieurs à ceux d'étudiants issus de formations plus sélectives socialement (CPGE, IEP³, etc.). Une première question de recherche posée par ce rapport sera alors de déterminer si l'on observe ces mêmes écarts de politisation et de participation au sein de la jeunesse (principalement étudiante) en ce qui concerne le numérique et les médias sociaux. Les écarts de participation numérique sont-ils de même nature et de même ampleur que ceux concernant la participation hors-ligne ?

Une seconde question de recherche, complémentaire, consistera à se demander si les différentes composantes de la jeunesse s'orientent vers les mêmes modalités de participation numérique. S'il est relativement admis que la jeunesse n'est pas *une* mais plurielle, ce même constat peut être formulé concernant la participation numérique. Comme évoqué en introduction, la participation numérique recouvre un vaste champ de pratiques. On peut, *a minima*, distinguer trois formes de participation numériques, plus ou moins engageantes et chronophages : 1) des modalités participatives liées à la recherche d'informations politiques : formuler des requêtes « politiques » sur des moteurs de recherche, visiter des sites d'informations politiques, consulter des pages Facebook de députés ou de partis politiques, etc. ; 2) des modalités relevant d'une « participation par acquiescement » : signer des pétitions, diffuser des *retweets*, « liker » des pages d'acteurs politiques, etc. ; 3) et enfin des formes de participation « expressive » : rédiger et publier des posts, commenter des articles, prendre part à des discussions sur des forums, etc. Soit autant de formes de participation plus ou moins exigeantes en termes de temps, de compétences (à la fois techniques et politiques), etc. On peut alors se demander s'il n'existerait pas, comme l'avait formalisé Lester Milbrath (1965) à propos de la participation hors-ligne, une « pyramide » de la participation numérique, avec des modalités participatives inégalement distribuées dans la population et plus ou moins répandues parmi la jeunesse. À l'instar de ce qui est proposé – bien que de manière discutable – concernant la participation « hors-ligne », un autre principe de classification des modalités de participation numérique consiste à dissocier ses formes « conventionnelles » et « non conventionnelles », comme nous l'avons illustré dans l'introduction de ce rapport. Existe-t-il alors, comme dans le cas de la participation « hors ligne », une opposition entre une fraction privilégiée de la jeunesse qui serait plutôt attirée vers des formes « conventionnelles » de participation numérique et une autre composante, plus populaire, qui serait quant à elle davantage encline à s'orienter vers ses modalités « non conventionnelles » de participation en ligne ?

En résumé, ce rapport entend questionner les principales hypothèses mises en avant par la littérature consacrée à la participation politique en ligne des jeunes, en tenant compte d'une part du caractère hétérogène de cette population, et du caractère pluriel de la participation numérique d'autre part.

¹ Brevets de technicien supérieur ; instituts universitaires technologiques.

² Administration économique et sociale ; sciences et techniques des activités physiques et sportives.

³ Classes préparatoires aux grandes écoles, instituts d'études politique.

3. Les problèmes de mesure de la participation politique en ligne des jeunes

Vérifier empiriquement ces hypothèses soulève néanmoins un certain nombre de difficultés méthodologiques relatives à la question de la mesure de la participation numérique. Deux principales postures méthodologiques sont généralement privilégiées dans les enquêtes. Chacune d'elle présente des avantages, mais aussi des limites qui rendent plus délicate une appréhension systémique de la participation numérique des jeunes. Après avoir discuté de ces avantages et limites, nous présenterons la méthodologie de l'enquête.

3.1 Mesurer la participation en ligne *in situ*

Une première option méthodologique consiste à analyser la participation en ligne *in situ*. La démarche consiste plus précisément 1) à repérer, à l'aide de mots-clés préalablement définis, des traces de participation politique (très généralement des messages écrits) sur un, ou plus rarement, plusieurs espaces de publication numérique (Twitter, Facebook, un forum, un site d'information, etc.) ; 2) à analyser ces traces *via* une observation en ligne ; 3) à envoyer éventuellement un questionnaire aux auteurs de ces traces, afin de compléter les informations issues de l'observation. Cette démarche présente deux avantages principaux. Les traces de participation en ligne offrent *premièrement* un matériau plus riche à analyser que des réponses pré-formatées de questionnaires (nécessairement plus superficielles et limitées), notamment en ce qui concerne l'intensité, le format ou encore le contenu des pratiques participatives en ligne. Observer les traces numériques permet *deuxièmement* d'analyser la participation « en train de se faire », en actes et en contexte, sans avoir besoin pour cela d'interroger les internautes « à froid » et de manière isolée, comme l'impose bien souvent la méthode du questionnaire. Cette possibilité est d'autant plus intéressante dans le cas de la participation numérique, notamment parce que ces actes participatifs s'inscrivent – et se comprennent – bien souvent dans des échanges discursifs et dans un contexte interactionnel bien défini (Greffet, Wojcik, 2008).

Cette démarche méthodologique présente néanmoins un certain nombre d'inconvénients et de limites. En premier lieu, le repérage des traces de participation politique en ligne *via* une liste prédéfinie de mots-clés présente le risque d'exclure *a priori* de l'enquête des internautes parlant de politique sans nécessairement se référer à la politique institutionnelle, créant de ce fait un premier biais de sélection. Par commodité ou par choix, ce sont en effet souvent des mots-clés explicitement politiques qui sont retenus dans les requêtes à l'origine des collectes des traces numériques (noms de candidats, de partis, d'institutions, etc.), excluant de ce fait les internautes s'exprimant sur des enjeux de société, sans nécessairement se référer, ou sans recourir au langage de la politique institutionnelle. Sophie Duchesne et Florence Haegel (2004) ont par exemple mis en avant le fait que même des individus disposant de peu de connaissances « savantes » sur la politique institutionnelle et issus d'un milieu populaire pouvaient malgré tout s'engager dans des discussions et les « politiser », en parvenant à monter en généralité et en prenant position dans un échange conflictuel. Or le choix de mots-clés exclusivement centrés sur la politique institutionnelle présente le

risque de négliger ce type de discussions menées par des jeunes ne s'exprimant pas sur le champ politique spécialisé et ses acteurs. Une deuxième limite de cette approche méthodologique est qu'elle ne permet pas d'estimer le pourcentage de jeunes recourant à ces différentes pratiques participatives. Constaté que des milliers, voire des millions, de messages politiques sont envoyés chaque jour sur Twitter ne nous renseigne en rien sur le taux de pénétration de cette pratique au sein de la population internautes, ou plus spécifiquement au sein de la jeunesse. Bien qu'il soit très médiatisé, Twitter reste un réseau à l'audience limitée. Derrière les « *big data* » peuvent se cacher en réalité des phénomènes tout à fait marginaux à l'échelle de la société. Une troisième limite à la mesure de la participation politique en ligne *in situ* réside dans la difficulté à analyser la diversité et la systématisme de ces pratiques. La collecte des traces s'opère bien souvent sur un espace de publication donné (un forum, un site d'informations, Twitter, etc.) sans qu'il soit possible d'observer ce que les auteurs de ces traces font (ou ne font pas) sur d'autres espaces numériques. Or chaque espace numérique présente ses propres spécificités (limite des 240 caractères sur Twitter, anonymat sur les forums, etc.), générant des formes différentes de prise de parole et de participation politique en ligne. S'il est toujours possible d'interroger les internautes *via* un questionnaire sur leurs autres modalités de participation (y compris hors ligne), il est en revanche plus compliqué de les observer *in situ*. Enfin, cette mesure de la participation politique *in situ* comprend un second biais de sélection, lié cette fois à l'envoi d'un questionnaire aux auteurs des traces collectées. Comme pour toute enquête par questionnaire, rien ne garantit en effet que les répondants soient représentatifs des non-répondants (Lehingue, 2007). Une enquête réalisée sur le réseau social Twitter (Boyadjian, 2016) avec une démarche similaire (envoi d'un questionnaire aux auteurs de messages politiques repérés à l'aide d'une requête par mots-clés) a pu mettre en évidence certains indices (nature des abonnements, type de messages retweetés, taille du réseau, etc.) laissant à penser que bien que faisant partie de la même tranche d'âge, les individus qui n'avaient pas répondu au questionnaire présentaient un profil assez différent des autres (un profil moins politisé, et sans doute d'origine plus populaire). Non seulement les jeunes qui parlent de la politique institutionnelle sur Twitter ne sont pas forcément représentatifs de l'ensemble des jeunes qui s'y expriment, mais ceux qui ont répondu au questionnaire le sont encore moins.

Cette première mesure de la participation numérique comprend donc un certain nombre de limites, qui soulèvent des problèmes d'autant plus aigus lorsque l'on s'intéresse à des sous-populations plus spécifiques, comme ici les jeunes.

3.2 Mesurer la participation politique par questionnaire

Une seconde manière de mesurer la participation politique en ligne des citoyens, et plus spécifiquement des jeunes, consiste à administrer, à un échantillon représentatif, un questionnaire comprenant des questions relatives à leurs pratiques en ligne. Cette seconde approche présente le mérite de répondre à certaines des limites évoquées précédemment : 1) elle permet de mesurer les taux de pénétration de ces différentes pratiques participatives au sein d'une population donnée, et ainsi de mieux objectiver la portée de ces phénomènes ; 2) elle permet ensuite d'analyser l'ensemble des pratiques participatives des individus, en ligne comme hors-ligne.

Mais, dans le même temps, cette seconde approche présente elle-même des limites qui lui sont propres : les pratiques ne sont pas observées mais déclarées, ce qui peut entraîner de ce fait de potentiels biais (mensonges, omissions, oublis, approximations, etc.). Plus encore, les enquêtes par

questionnaire se trouvent confrontées à l'épineuse question de la taille et de la représentativité des échantillons. La proportion de citoyens déclarant avoir des activités politiques en ligne étant encore relativement marginale, se focaliser sur ces pratiques nécessite alors de travailler sur des (sous)-populations aux effectifs suffisamment importants pour pouvoir saisir la diversité des pratiques politiques en ligne (Greffet *et al.*, 2014). Or, rares sont les enquêtes interrogeant des échantillons supérieurs à 1 000 individus, et plus rares encore sont celles interrogeant un nombre significatif de jeunes. Si le baromètre DJEPVA sur la jeunesse (CRÉDOC, 2019) constitue une exception notable – l'enquête porte sur un échantillon représentatif de 4 500 jeunes de métropole et d'outre-mer, âgés de 18 à 30 ans – et apporte des éléments de connaissances précieux, le nombre nécessairement limité de questions relatives à la participation numérique ne permet pas d'obtenir des informations très détaillées à ce sujet. Le second défi des enquêtes par questionnaire concerne bien évidemment la représentativité des répondants interrogés. Les biais de sélection sociale des enquêtes par questionnaire est un phénomène bien connu. Les individus qui acceptent de répondre aux enquêtes dédiées à la participation politique ont un profil sociologique relativement similaire aux individus les plus participationnistes : fortement diplômés, politisés, appartenant aux catégories sociales supérieures. Pour reprendre les mots de Patrick Lehoucq (2007), les sondages sont des photographies de plus en plus décentrées vers le haut de la structure sociale. Ce constat est d'autant plus vrai lorsque l'on s'intéresse, comme ici, aux pratiques numériques d'une sous-population. La représentativité des échantillons de sondage est assurée à partir d'un nombre limité de quotas, le plus souvent l'âge, le sexe ainsi que la profession et catégorie socioprofessionnelle (PCS). Or, en s'en tenant simplement à ces variables de contrôle, rien ne permet d'assurer la représentativité des jeunes interrogés : on pourrait même supposer que ce sont très majoritairement des jeunes politisés qui acceptent de se prêter au jeu des enquêtes (Boyadjian, 2016). Or connaître l'origine et la trajectoire sociales de jeunes interrogés s'avère indispensable si l'on se fixe pour objectif de mieux saisir leurs logiques de la participation numérique.

3.2 La méthodologie de l'enquête : partir à la rencontre de publics « jeunes » et remonter à leurs traces de participation en ligne

C'est précisément à cette fin qu'a été construit le dispositif d'enquête à l'origine de ce rapport. L'enjeu est ici d'analyser le rapport de différents publics de jeunes à la participation politique en ligne, en tenant compte à la fois de la diversité des pratiques et des publics, mais aussi des limites méthodologiques exposées plus haut. L'enquête vise à interroger des jeunes sur leur participation numérique à l'aide d'un questionnaire, puis à analyser leurs activités et leurs pratiques sur les médias sociaux Facebook et Twitter.

Un des principaux objectifs méthodologiques de l'enquête consistait à interroger des publics socialement différenciés, et notamment des jeunes que l'on suppose rétifs ou réticents au fait de participer à des enquêtes universitaires ou des sondages en ligne. Précisons néanmoins que la population étudiée ne constitue en aucun cas un échantillon représentatif de la jeunesse. La jeunesse travailleuse n'a pas été approchée, ni celle qui suit certaines filières d'études (comme les écoles d'ingénieur, etc.). Le principal objectif de ce rapport consiste plutôt à analyser de manière comparative différents publics de jeunes, notamment en ce qui concerne leur rapport à la participation en ligne (à ce

titre, les résultats quantitatifs présentés dans ce rapport ne porteront jamais sur le total des répondants et ne devront donc pas être extrapolés à l'ensemble de la jeunesse).

Afin d'atteindre des jeunes aux origines sociales diversifiées, l'enquête a été administrée dans différentes régions du champ de l'enseignement supérieur. L'enseignement supérieur en France est en effet très ségrégué socialement (Bourdieu, 1989 ; Frouillou, 2017), et ce à de multiples niveaux : entre les grandes écoles (et leurs classes préopératoires) et l'université, puis, au sein de cette dernière, entre les filières courtes (BTS, DUT) et les filières longues, et à l'intérieur de ces dernières encore, entre les formations historiquement prestigieuses (droit, médecine) et celles plus récentes et moins reconnues académiquement (AES, STAPS, etc.). La part d'étudiants dont le père est ouvrier varie ainsi significativement selon les filières (Ministère de l'éducation nationale, 2017) : c'est en BTS qu'elle est la plus forte (23,7 % en 2016-2017), puis en AES (17,8 %), en STAPS (15,4 %) et en DUT (14,7 %). Et inversement, c'est dans les grandes écoles (2,8 % par exemple à l'École normale supérieure [ENS]), les CPGE (7,2 %) et les facultés de médecine (5,5 %) et de pharmacie (7,7 %) qu'elle est la plus faible – mais aussi, corrélativement, que la part d'enfants de cadres et professions intellectuelles supérieures est la plus forte. C'est en tenant compte de cette variable de l'origine sociale des étudiants (mesurée par la PCS du père) que nous avons sélectionné les différents publics interrogés.

L'enquête a été réalisée plus précisément auprès de sept publics :

- **Des jeunes des écoles de la 2^e chance (E2C) dans le département du Nord (N=46).** Créées à la fin des années 1990, ces structures s'adressent à des jeunes exclus socialement et en situation de décrochage scolaire, le plus souvent sans aucune qualification (79 % n'ont pas de BEP/CAP validé) et sans emploi (81 % n'ont aucune expérience professionnelle et 7 % sont demandeurs d'emploi depuis plus d'un an). 85 % des jeunes interrogés ont un père ouvrier, employé, ou inactif. Une majorité de ces jeunes sont issus de familles recomposées ou monoparentales. Il s'agit donc d'un public d'origine populaire, et dans une situation de grande précarité économique et sociale.
- **Des étudiants inscrits en licence d'administration économique et sociale dans une ville de Seine-Saint-Denis (N=212).** Il s'agit ici là aussi d'un public populaire, d'origine majoritairement immigrée. En effet, les deux tiers des jeunes interrogés ont un père né à l'étranger, le plus souvent dans un pays d'Afrique du nord ou sub-saharienne. 44 % d'entre eux sont ouvriers ou employés, et seulement 8 % sont cadres. Il s'agit donc en définitive d'un public populaire, urbain (une grande majorité vit dans le département de Seine-Saint-Denis) et métissé.
- **Des élèves de BTS (brevet de technicien supérieur) « construction » d'un lycée professionnel dans une ville ouvrière de l'agglomération lilloise (N=56).** 50 % des jeunes interrogés sont titulaires d'un baccalauréat technologique et 30 % d'un baccalauréat professionnel. Environ un tiers sont issus des milieux populaires, avec un père ouvrier (qualifié) ou employé. 20 % ont un père artisan ou chef d'entreprise (de très petite entreprise [TPE], et plus rarement, de petite et moyenne entreprise [PME]), le plus souvent dans le domaine de la construction et du bâtiment. Il s'agit en définitive de jeunes principalement issus de milieux populaires, mais avec une situation plus stable et moins précaire que les jeunes des E2C, et d'origine non immigrée dans leur majorité, contrairement aux étudiants d'AES.
- **Des étudiants inscrits dans un institut universitaire technologique (IUT) d'une petite ville rurale du département du Lot (N= 127).** Le profil des jeunes interrogés est ici plus diversifié. Trois quarts des jeunes interrogés sont titulaires d'un baccalauréat général et un quart d'un

baccalauréat technologique. En termes d'origine sociale, 30 % ont un père ouvrier ou employé, 16 % un père occupant une profession intermédiaire et 22 % un père cadre. La plupart des jeunes interrogés sont originaires de zones rurales.

- **Des jeunes inscrits en licence de science politique dans une faculté de droit du sud de la France (N=92).** Le profil des jeunes interrogés est ici nettement plus élevé socialement, bien que la formation ne soit pas sélective, contrairement aux élèves des classes préparatoires et de l'institut d'études politiques interrogés par ailleurs. 44 % ont un père cadre, 22 % un père occupant une profession intermédiaire et seulement 9 % ont un père ouvrier ou employé. Il s'agit donc d'un public principalement issu des classes moyennes et supérieures.
- **Des élèves de classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE) privées et publiques, dans le département du Nord et à Paris (N= 246).** Le profil des jeunes interrogés est très proche des étudiants de science politique : 57 % ont un père cadre, 16 % ont un père occupant une profession intermédiaire et 9 % un père ouvrier ou employé. Ces jeunes se différencient des étudiants de science politique par leur plus grand investissement dans les études, typique des élèves de classes préparatoires (Darmon, 2013).
- **Des étudiants de l'institut d'études politiques (IEP) de Lille (N=215).** Il s'agit là du public le plus sélectif socialement et scolairement : 70 % ont un père cadre ou chef d'entreprise, et seulement 4 % un père ouvrier ou employé. Ces étudiants présentent par ailleurs un parcours scolaire brillant : la très grande majorité des élèves ayant obtenu la mention « très bien » au baccalauréat général.

TABEAU 1. ORIGINE SOCIALE DES JEUNES INTERROGÉS (DERNIÈRE PCS DU PÈRE), EN %

| Dernière PCS du père (en%) | E2C N=46 | AES N=212 | BTS N=56 | IUT N=136 | Sc. Po. N=93 | CPGE N=248 | IEP N =215 |
|--|-------------|--------------|-------------|--------------|-----------------|---------------|---------------|
| 1. Agriculteurs exploitants | 6 | 0 | 0 | 7 | 0 | 3 | 0 |
| 2. Artisans, commerçants et chefs d'entreprise | 3 | 20 | 21 | 19 | 14 | 13 | 10 |
| 3. Cadres et professions intellectuelles supérieures | 0 | 10 | 21 | 25 | 46 | 59 | 65 |
| 4. Professions intermédiaires | 6 | 17 | 19 | 17 | 24 | 16 | 14 |
| 5. Employés | 24 | 20 | 12 | 10 | 10 | 4 | 7 |
| 6. Ouvriers | 55 | 32 | 27 | 23 | 6 | 5 | 3 |
| 8. Inactifs (autre que retraités) | 6 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| % de valeurs manquantes (profession non indiquée) | 28 | 23 | 7 | 10 | 10 | 3 | 4 |

Source : Boyadjian J., 2020, *La participation politique en ligne des jeunes à travers le prisme des inégalités socioculturelles*.

On peut donc en résumé classer schématiquement ces différents publics en deux grandes catégories. D'une part des formations regroupant des étudiants aux origines socialement diversifiées : BTS, IUT, AES ; et d'autre part des formations avec des étudiants aux origines sociales plus élevées : licence de science politique, CPGE et, plus encore, IEP. Le questionnaire a été administré à des étudiants au niveau bac + 1 et bac + 2, majoritairement âgés de 18 à 20 ans. Il s'agissait ici d'analyser une même cohorte de jeunes, une même génération, pour faciliter la comparaison.

TABLEAU 2. PRÉSENTATION DES TERRAINS D'ENQUÊTE

| Formation | Modalités de passation | Part d'enquêtés poursuivant l'enquête (en %) |
|--------------------------|------------------------|--|
| E2C | Travaux dirigés | 33* |
| AES | Cours magistral | 7 |
| BTS | Travaux dirigés | 20 |
| IUT | Travaux dirigés | 24 |
| Sc. Po. | Cours magistral | 35 |
| CPGE | Travaux dirigés | 46 |
| <i>Licence pharmacie</i> | <i>Mail</i> | - |
| IEP | Travaux dirigés | ** |

* Au sein des E2C, le questionnaire a été administré à des groupes aux effectifs réduits (10-15 jeunes) avec l'accompagnement de formateurs qui les ont aidés à répondre au questionnaire (les jeunes éprouvant des difficultés à répondre à certaines questions, étant donné leur rapport parfois contrarié à l'écrit). Ce suivi quasi-individuel des répondants explique la part importante d'enquêtés ayant accepté de poursuivre l'enquête, comparativement à d'autres publics.

** Du fait que nous enseignons dans cet IEP et que les enquêtés sont aussi nos étudiants, il ne leur a pas été demandé d'indiquer leurs coordonnées sur les réseaux sociaux.

Source : Boyadjian J., 2020, *La participation politique en ligne des jeunes à travers le prisme des inégalités socioculturelles*.

Au total, 1 006 jeunes ont répondu au questionnaire entre les mois d'avril et septembre 2018 (une période marquée par l'absence d'échéances électorales, et antérieure au mouvement des Gilets jaunes⁴). Si la répartition des répondants selon la profession du père (cf. tableau 1) est assez proche de celle des jeunes Français dans leur ensemble (Ministère de l'éducation nationale, 2017), rappelons encore une fois que cette population de répondants ne constitue pas pour autant un échantillon représentatif de la jeunesse. L'objectif de l'enquête consiste plus modestement à comparer les pratiques numériques de publics de jeunes aux origines sociales diversifiées, et en particulier certains profils que l'on suppose plus difficiles à atteindre *via* des questionnaires auto-administrés en ligne : étudiants d'AES, de BTS, d'IUT, mais aussi les jeunes des E2C. Le contexte et les modalités de passation du questionnaire ont permis d'obtenir un taux de réponse très élevé, quasiment inatteignable dans le cadre d'enquêtes téléphoniques ou auto-administrées en ligne. En BTS, en IUT, à l'IEP et dans les CPGE, nous avons administré le questionnaire lors de cours en petits effectifs et où la présence des étudiants est obligatoire⁵. Les taux de réponse sont

⁴ En revanche, comme nous le verrons plus loin, les entretiens semi-directifs ont été réalisés entre juin 2018 et mars 2019, à savoir pendant et après les manifestations les plus suivies et médiatisées du mouvement des Gilets jaunes.

⁵ Bien qu'il soit difficile de l'objectiver, il ne semble pas que le contexte de passation des questionnaires ait influencé outre mesure les réponses données (à l'exception du cas des E2C, déjà évoqué plus haut). Il est bien sûr possible que les étudiants d'IEP par

alors logiquement très élevés. En facultés d'AES et de science politique, le questionnaire a été administré lors des premiers cours en amphithéâtre du semestre ; les taux d'inscrits ayant répondu au questionnaire est alors nécessairement plus faible (environ entre 60 % et 70 % des inscrits). Enfin, dans la seule formation où il n'a pas été possible d'administrer le questionnaire durant des heures de cours, la licence de pharmacie⁶, le taux de réponse a été là particulièrement faible (19 répondants, soit moins de 20 % des inscrits de la promotion), nous conduisant à écarter ces répondants du reste de l'enquête. Ce résultat est néanmoins intéressant dans la mesure où il confirme l'hypothèse selon laquelle le taux de réponse aux questionnaires auto-administrés est très faible, y compris lorsque les enquêtés présentent une origine sociale élevée, comme ici avec les étudiants en pharmacie.

On peut alors logiquement supposer que les taux de réponse de populations issues de milieux sociaux plus modestes auraient été encore plus faibles si le questionnaire avait été auto-administré en ligne. Un résultat permet de s'en rendre compte et d'objectiver en partie ce phénomène : le taux d'acceptation des étudiants, très différent d'une formation à l'autre, à poursuivre l'enquête *via* une mise en contact sur les réseaux sociaux. À la fin du questionnaire, nous avons en effet demandé aux enquêtés s'ils acceptaient de nous donner leurs coordonnées Facebook et Twitter, afin que nous puissions observer leurs comptes et analyser leurs données, dans une perspective statistique et quantitative (en précisant évidemment nos intentions et la protection apportée à leurs données personnelles). Si en CPGE, près d'un étudiant sur deux a accepté – souvent avec entrain et bonne volonté – de poursuivre l'enquête et de nous laisser ses coordonnées, cela n'a été le cas en revanche que d'une minorité d'étudiants de BTS (20 %) et plus encore d'AES (7 %), malgré l'explicitation orale répétée de la démarche. De manière analogue, alors qu'environ la moitié des étudiants de classes préparatoires s'est portée volontaire pour réaliser un entretien qualitatif à notre demande, il a été très difficile de mobiliser des étudiants de BTS⁷. Plusieurs hypothèses permettent d'expliquer cette plus forte réticence. On peut évoquer ici d'une part la distance des répondants à l'univers des sciences sociales et ses méthodes, et plus largement aux normes académiques : alors que les étudiants de CPGE comprennent assez facilement les objectifs de l'enquête, ayant déjà abordé les méthodes des sciences sociales en cours, les étudiants de BTS ont une connaissance très réduite des sciences sociales et ne comprennent pas spontanément l'utilité de faire un entretien, alors « qu'ils n'ont pas grand-chose d'intéressant à raconter ». Ce rapport à l'enquête est ainsi typique des milieux populaires (Mauger, 1991) et se pose en des termes analogues avec les nouvelles méthodes d'enquête sur le numérique. Ainsi pour justifier leur refus de donner leurs coordonnées numériques, les enquêtés évoquent souvent le peu d'« intérêt » de leur profil sur les réseaux sociaux, et l'aspect trop « intime » de ce qui y figure.

exemple aient surévalué leur niveau de participation politique, afin de se conformer à ce qu'ils estiment être les normes attendues pour des étudiants de Sciences Po. Cela étant, ce possible biais n'en pas forcément un, dans la mesure où il nous renseigne sur la prise au sérieux par ces étudiants des formes « légitimes » de participation et sur leur degré d'intériorisation de la norme participationniste (attitude que l'on ne retrouve pas ou peu, par exemple parmi les jeunes des E2C).

⁶ En raison des contraintes spécifiques s'imposant aux études de santé, il n'a pas été possible d'empiéter sur le temps de cours des étudiants pour administrer le questionnaire. Après une rapide présentation de l'enquête au début d'un cours magistral, le questionnaire a été envoyé par mail sous format numérique aux étudiants, qui ont par ailleurs relayé l'enquête sur le groupe Facebook de leur promotion.

⁷ Pour contourner ce problème, avec l'accord des enseignants, nous avons autorisé les étudiants d'IUT et de l'E2C à quitter provisoirement leurs cours pour réaliser l'entretien.

Ce refus confirme bien l'existence de publics « jeunes » inaccessibles – et donc invisibles – dans les enquêtes sur la participation en ligne. Leur refus de communiquer leurs coordonnées sur les réseaux sociaux constitue une limite évidente à notre recherche. En effet, le très faible nombre de jeunes issus de milieux populaires ayant accepté de poursuivre l'enquête *via* une mise en contact sur Facebook et Twitter rend difficilement atteignable une analyse quantitative et statistique rigoureuse de leurs activités en ligne. Néanmoins, nous avons tout de même pu analyser qualitativement ces comptes, mais aussi quantifier leurs pratiques numériques à travers le questionnaire.

Ce dernier comporte 72 questions – une longueur certaine qui n'a été envisageable que dans le contexte très spécifique de passation du questionnaire décrit plus haut – structurées autour de cinq grandes parties : l'origine et la trajectoire sociale des jeunes, leurs goûts et pratiques culturels, leur rapport à la politique (politisation, positionnement, pratiques, etc.), leur rapport aux médias, au journalisme et à l'information et enfin leurs activités sur le numérique et les médias sociaux. L'hypothèse qui sous-tend la construction du questionnaire est la systématité des pratiques et des goûts, et ce dans tous les aspects de la pratique (Bourdieu, 1979). Nous faisons ainsi l'hypothèse d'une part que le rapport à la politique ne peut pas être isolé d'autres types de pratiques (culturelles, médiatiques, numériques, etc.), et que d'autre part les pratiques en ligne sont également indissociables des pratiques hors-ligne. Les résultats présentés dans la suite de ce rapport proviennent essentiellement de l'enquête par questionnaire, et ont été croisés et complétés avec des observations qualitatives en ligne et des entretiens. 35 entretiens semi-directifs ont été réalisés avec des jeunes ayant participé à l'enquête. L'entretien est revenu de manière plus approfondie sur l'ensemble des thématiques abordées dans le questionnaire. Les jeunes étaient invités à s'y présenter avec leur ordinateur et leur smartphone, afin de pouvoir commenter leurs pratiques numériques en actes, et de montrer au chercheur la matérialité de ces pratiques.

4. Les déterminants sociaux de la participation politique en ligne des jeunes

Le rapport à la participation politique en ligne des jeunes dépend étroitement de différents facteurs, tels que leur origine sociale, leur trajectoire scolaire, leur filière d'étude, leurs conditions de vie, leur rapport au numérique, etc. Les résultats obtenus dans le cadre de l'enquête diffèrent ainsi très sensiblement selon les publics interrogés. Mais avant de mettre en lumière ces différences et de les éclairer, un certain nombre de traits généraux, communs à l'ensemble des publics, méritent d'être soulignés.

4.1 Des modalités de participation en ligne inégalement investies

Si les différentes modalités de participation numérique sont investies avec une intensité très variable selon les publics interrogés – une importante fracture sépare les publics socialement sélectifs (licence de science politique, CPGE et IEP) des publics plus diversifiés (E2C, AES, BTS) comme nous le verrons plus loin – l'ordre des modalités citées varie quant à lui assez peu. De même que dans la participation « hors-ligne », les activités liées à la recherche d'informations politiques sont les plus répandues. Quel que soit le public interrogé, « consulter un site d'information » ou « consulter l'actualité sur Facebook » apparaissent comme les deux modalités les plus couramment citées par les jeunes interrogés (elles le sont par la quasi-totalité des publics socialement sélectifs, et par un à deux tiers des publics plus populaires, cf. tableau 3). Néanmoins, cette recherche d'informations se dirige très largement vers des médias généralistes, et non pas vers des sources politiques de première main, comme l'envisageaient certains théoriciens de la démocratie électronique, selon lesquels le numérique contribuerait à renforcer la participation citoyenne en permettant aux internautes de s'informer « à la source » – *c'est-à-dire* directement auprès des institutions, des organisations ou des acteurs politiques (sites internet de partis politiques, comptes de personnalités politiques sur les réseaux sociaux, vidéos de meeting ou clips de campagne sur Youtube, etc.) – afin de ne plus se soumettre aux logiques de sélection et de cadrage de l'information imposées par les médias *mainstream* et les journalistes. Or il apparaît que cette possibilité s'avère dans les faits très peu investie par les jeunes interrogés : « consulter le site d'un parti politique » ou « aller sur le blog d'un homme ou d'une femme politique » sont ainsi deux modalités participatives parmi les moins citées par l'ensemble des publics ; elles sont tout à fait marginales au sein des publics populaires (seuls 3 % des étudiants d'AES interrogés ont déjà visité le site internet d'un parti politique) et demeurent relativement minoritaires parmi les publics les plus politisés et élitistes (un tiers des étudiants d'IEP a déjà visité le site d'un parti). Si le fait de regarder des vidéos politiques sur Youtube est une modalité relativement pratiquée (notamment par les publics de science politique et d'IEP) et pourrait à ce titre apparaître comme un contre-exemple, les entretiens réalisés avec les répondants nous indiquent que les vidéos les plus consultées sur ce média ne sont pas tant celles d'acteurs politiques (à l'exception de celles de Jean-Luc Mélenchon) que celles de journalistes amateurs ou de « youtubeurs » (tels que « HugoDécrypte » ou « Osons Causer »), qui proposent de décrypter, souvent de manière critique ou

humoristique, l'actualité politique. S'informer « à la source », en allant rechercher l'information directement auprès des acteurs politiques, s'avère donc en définitive une activité tout à fait marginale au sein de la jeunesse.

TABLEAU 3. TAUX DE PRATIQUE DES DIFFÉRENTES MODALITÉS DE PARTICIPATION POLITIQUE NUMÉRIQUES SELON LES PUBLICS, EN %

| | E2C* | AES | BTS* | IUT | Sc. Po. | CPGE | IEP |
|---|------|-----|------|-----|---------|------|-----|
| Consulter un site d'information | 35 | 66 | 48 | 73 | 92 | 96 | 98 |
| Consulter l'actualité sur Facebook | 74 | 52 | 86 | 89 | 89 | 88 | 91 |
| Signer une pétition en ligne | 9 | 38 | 39 | 37 | 62 | 67 | 84 |
| Liker la publication d'un homme politique (FB) | 17 | 19 | 18 | 40 | 62 | 60 | 72 |
| Liker la page d'un homme politique (FB) | 9 | 16 | 18 | 40 | 57 | 55 | 68 |
| Regarder des vidéos politiques sur Youtube | 2 | 18 | 4 | 18 | 60 | 25 | 62 |
| Followeur un homme politique (TW) | 2 | 7 | 2 | 11 | 27 | 35 | 30 |
| Donner son opinion sur son mur Facebook (FB) | 15 | 11 | 11 | 11 | 29 | 18 | 28 |
| Retweeter un homme politique (TW) | 2 | 8 | 0 | 8 | 19 | 29 | 23 |
| Publier du contenu politique sur des pages (FB) | 11 | 7 | 9 | 15 | 20 | 15 | 29 |
| Consulter le site d'un parti politique | 4 | 3 | 7 | 3 | 32 | 10 | 33 |
| Parler de politique sur le mur d'un ami (FB) | 9 | 6 | 7 | 9 | 25 | 12 | 27 |
| Aller sur le blog d'un homme politique | 2 | 4 | 5 | 7 | 17 | 9 | 17 |
| Publier des tweets politiques (TW) | 2 | 4 | 2 | 2 | 14 | 12 | 18 |
| Interpeller un homme politique sur Twitter (TW) | 2 | 1 | 2 | 3 | 9 | 3 | 6 |

* effectifs faibles

Source : Boyadjian J., 2020, *La participation politique en ligne des jeunes à travers le prisme des inégalités socioculturelles*.

À côté de ces pratiques informationnelles, les modalités participatives qui reposent sur l'acquiescement des internautes (signer des pétitions en ligne, « liker » des publications ou des pages politiques sur Facebook, « retweeter » ou « follower » des personnalités politiques sur Twitter, etc.) sont parmi les plus répandues, et ce dans l'ensemble des publics. Ces modalités, que l'on pourrait rapporter aux « activités de spectateurs » en reprenant la typologie de Lester Milbrath (1965) – à savoir des activités entraînant des coûts relativement minimes (comme le fait de s'exposer à des *stimuli* politiques, de voter, d'entamer une discussion politique, etc.), en comparaison notamment aux activités « de gladiateurs », plus chronophages et davantage impliquantes (militar au sein d'un parti, se présenter comme candidat, etc.) – et que certains

qualifient de « démocratie presse-bouton » (Cardon, 2010), rencontrent en effet un réel succès au sein des publics interrogés. Plusieurs raisons permettent d'expliquer cet attrait pour ces formes de participation : d'abord leur coût, relativement faible, mais aussi parce que ces dispositifs offrent l'opportunité de diffuser des opinions sans avoir à les assumer ou à les défendre de manière aussi explicite que dans le cadre de la rédaction de messages politiques « en première personne ». Comme nous le verrons par la suite, la tendance à « l'évitement du politique », pour reprendre les mots de Nina Eliasoph (1998), est bien réelle chez les jeunes interrogés, y compris dans les filières les plus politisées. C'est ce qui explique notamment la faible propension des jeunes à exprimer leurs opinions politiques sur leur mur Facebook, ou sur celui de leurs amis. En revanche, « liker » la publication d'un acteur politique apparaît socialement moins risqué, en plus d'être moins coûteux en temps et moins engageant politiquement.

Parmi ces différentes modalités participatives « par acquiescement », la signature de pétitions en ligne apparaît de loin comme la plus répandue, et ce dans l'ensemble des publics. Sans doute parce qu'elle permet de s'exprimer sur des sujets qui ne sont pas forcément ceux mis à l'agenda politique par les acteurs institutionnels, cette forme de participation apparaît ici, comme dans d'autres enquêtes (CRÉDOC, 2019) comme la plus prisée de la jeunesse, à l'exception des jeunes de l'E2C (9 % seulement ont déjà signé une pétition en ligne) : elle est pratiquée par près de 40 % des étudiants d'AES, de BTS et d'IUT et jusqu'à 84 % des étudiants de l'IEP. La signature de pétition constitue de plus un cas intéressant dans la mesure où il s'agit de l'une des rares modalités de participation « hors ligne » transposable à la participation « en ligne ». Elle permet ainsi de mesurer l'effet du numérique sur un éventuel élargissement de cette pratique. Or il apparaît (cf. tableau 4) que la numérisation ne produit un effet significatif que pour les publics les plus élitistes et les plus politisées : si 84 % des étudiants de l'IEP de Lille ont déjà signé une pétition électronique, ils ne sont en revanche que 33 % à avoir signé une pétition papier, soit un différentiel de 51 points, alors qu'*a contrario*, le différentiel entre la signature de pétitions numériques et papiers n'est que de 3 points de pourcentage en BTS (39 % ont déjà signé une pétition numérique et 36 % une version papier) et 6 points en AES (38 % contre 32 %). Dit autrement, la numérisation du pétitionnement a moins entraîné sa démocratisation que son élargissement au sein des publics déjà les plus politisés. Il n'en demeure pas moins que, comme dans le monde hors-ligne, la signature de pétitions est la pratique participative (à l'exception de celles en rapport avec la recherche d'informations) la plus répandue parmi les publics jeunes des classes populaires et moyennes.

**TABLEAU 4. COMPARAISON DES TAUX DE PRATIQUE
 DE LA SIGNATURE DE PÉTITION EN LIGNE ET HORS-LIGNE (EN %)**

| Public | Pétition en ligne | Pétition papier |
|-------------------|-------------------|-----------------|
| E2C* | 9 | 9 |
| AES | 38 | 32 |
| BTS* | 39 | 36 |
| IUT | 37 | 29 |
| Science politique | 62 | 43 |
| CPGE | 67 | 29 |
| IEP | 84 | 33 |

Source : Boyadjian J., 2020, *La participation politique en ligne des jeunes à travers le prisme des inégalités socioculturelles*.

Une autre modalité participative par « acquiescement » rencontrant un relatif succès auprès des jeunes interrogés est la pratique du « like » politique. « Liker la page d'un homme ou d'une femme politique » ou liker l'une de ses publications constituent en effet deux des cinq modalités participatives les plus fréquemment citées par les enquêtés. La signification sociale accordée à cette pratique n'apparaît cependant pas univoque. Si les acteurs politiques ont tendance à mobiliser ces « métriques du web » (« likes », « followers », « retweets », partages, etc.) comme des indices mesurant leur popularité en ligne – comme en atteste notamment l'apparition de pratiques consistant à acheter de « faux » followers ou l'appel répété de certains acteurs politiques à « liker » leur page Facebook afin de devenir la personnalité la plus « populaire » sur ce réseau social (Boyadjian, 2015) – laissant entendre que « liker » revient à apporter son soutien à une personnalité politique et à adhérer aux opinions qu'elle défend, les entretiens réalisés avec les enquêtés laissent apparaître une réalité plus nuancée et équivoque. Pour certains, « liker » ou « follower » un acteur politique s'apparente simplement à une pratique informative : il s'agit ici de se tenir informé de l'actualité ou des « dernières sorties » de la personnalité politique « likée », d'autant plus lorsque celle-ci est suivie par un certain nombre de ses « amis » Facebook. Pour d'autres, « liker » ou « retweeter » une personnalité politique peut même être un moyen de mettre à distance ces écrits, voire parfois de les tourner en dérision :

« Vous suivez Nadine Morano sur Facebook, et j'ai vu qu'il vous arrive de diffuser certains de ses posts, c'est quelqu'un que vous appréciez ? »

– [Rires] Ah non, pas du tout ! C'est juste que c'est tellement énorme ce qu'elle raconte, c'est tellement gros, je sais pas... que des fois je peux pas m'empêcher de partager ça, ça me fait rire ! Mais je suis pas le seul à la clasher, c'est un peu son fonds de commerce, au fond c'est ce qu'elle veut... » (A., 20 ans, père cadre du privé, étudiant en licence de science politique, a voté Mélenchon en 2017).

A contrario, les modalités participatives relatives à la publication de contenus politiques en « première personne » (exprimer son opinion politique sur son mur Facebook, prendre part à des discussions politiques sur des pages publiques ou des groupes de discussion, publier des tweets politiques, interpellé des personnalités politiques sur Twitter, etc.) apparaissent systématiquement minoritaires, et ce dans l'ensemble des publics, y compris les plus politisés. À titre d'exemple, 89 % des étudiants d'AES, mais aussi 72 % des étudiants d'IEP n'ont jamais exprimé leur opinion politique sur leur mur Facebook, alors même que ces derniers se caractérisent par un niveau très élevé de politisation. La politisation semble en effet une condition nécessaire mais non suffisante à l'activation de la prise de parole politique sur Internet. Au moins deux autres facteurs entrent ici en jeu. Dévoiler ses opinions politiques en « première personne » sur Facebook (à savoir rédiger et publier ses propres messages et ne pas simplement faire suivre des messages écrits par d'autres) nécessite *premièrement* d'avoir un positionnement politique clair et de l'assumer publiquement auprès de son entourage. Ce n'est ainsi pas un hasard, si, comme nous le verrons par la suite, c'est principalement parmi les jeunes militants que cette pratique est la plus répandue. Nommer et qualifier son engagement (« je suis insoumis », « je suis macroniste », etc.), et le faire connaître à son entourage, est en effet une condition préalable à la prise de parole politique en ligne. Dévoiler son opinion politique sur Internet, et notamment sur Facebook, nécessite *deuxièmement* de ne pas chercher à maintenir sur le réseau social une « séparation des publics » (Goffman, 1956), c'est-à-dire ne pas souhaiter donner une image de soi différente en fonction de la nature de ses locuteurs. Sur Facebook, la majorité des enquêtés sont « amis » avec des publics très différents : famille (parents, fratrie, cousins, parfois grands-parents, etc.), amis d'enfance ou d'adolescence, camarades de promotion, etc. Face à cette hétérogénéité des publics, les enquêtés peuvent choisir d'adopter trois stratégies : 1) se désinvestir de ce réseau social en y adoptant une posture

« passive » (en ne publiant par exemple que très peu de contenus) et se « réfugier » sur des réseaux favorisant davantage un « entre-soi » générationnel (Snapchat, Instagram, etc.) : il s'agit ici de la stratégie privilégiée par une grande majorité des enquêtés ; 2) paramétrer les critères de confidentialité de ses publications afin qu'elles ne soient vues que de certains publics, en maintenant de ce fait le principe de séparation des publics (une stratégie peu répandue parmi les jeunes interrogés) ; 3) ne pas œuvrer à la séparation des publics et publier des contenus vus de tous (parents, amis proches, camarades, etc.), sans distinction. Et c'est précisément les enquêtés adoptant cette troisième stratégie qui sont les plus nombreux à donner leurs opinions politiques en ligne. Mais plus encore, la propension à dévoiler son opinion politique sur Facebook n'est jamais aussi forte que lorsque les enquêtés connaissent l'opinion politique de leurs « amis » et qu'ils la partagent. Ainsi, 23 % des enquêtés qui déclarent connaître l'orientation politique de leurs amis exposent leurs propres opinions politiques sur Facebook, contre seulement 11 % de ceux qui ne les connaissent pas ou peu. Cette propension à donner son avis et d'autant plus marquée lorsqu'une majorité de ses « amis » se trouve d'un bord politique identique au sien. L'homogamie politique renforce ainsi sensiblement la prise de parole politique sur le réseau. *A contrario*, les jeunes interrogés qui n'ont pas un positionnement politique connu de leur entourage et/ou qui ne connaissent pas nécessairement le positionnement politique de leurs « amis » et/ou qui ne sont pas du même bord politique qu'eux ont alors tendance à pratiquer « l'évitement du politique » (Eliasoph, 1998) sur les réseaux sociaux, y compris lorsqu'ils sont fortement politisés.

« Vous donnez votre opinion politique sur Facebook ?

– J'aime des pages liées à ça, après pendant la présidentielle j'ai aimé toutes les pages pour avoir les actus de tous les candidats. Mais non, j'ai beaucoup d'amis qui ont mis des posts, "vous devez voter Mélenchon parce que regardez, je vous ouvre les yeux" ; moi je trouve ça un peu bête, donc je ne l'ai pas fait.

– Pourquoi ?

– Je trouve ça un peu bête parce que tout le monde a son point de vue, on se le forge, et ce n'est pas en lisant un post Facebook qu'on va se dire "ah ouais, c'est vrai, je vais voter Mélenchon". Un tiers de mes amis ont mis des posts politiques là-dessus, moi non, peut-être aussi par intimité, ne pas se dévoiler comme ça sur le réseau. Quand j'en parle comme ça, ça fait comme si c'était une honte, mais pas du tout. Je préfère en parler de vive voix avec les gens.

– Vos amis sont du même bord que vous ?

Non, justement, mes amis Facebook au sens très large, ils le sont pas, je pense pas. Je dirais qu'un tiers pense à peu près les mêmes choses, un tiers plus orienté à gauche, et puis le reste quand même plus orienté à droite. » (L., 20 ans, père ingénieur en informatique, étudiant en classe préparatoire BL à Lille, a voté pour Benoît Hamon en 2017.)

C'est bien ainsi l'hétérogénéité politique de son entourage numérique et la volonté de « séparer les publics » qui conduisent cet étudiant à ne pas exposer ses opinions politiques « en première personne » sur Facebook, contrairement à un certain nombre de ses « amis ». Pour autant, cet évitement du politique sur Facebook ne semble pas se prolonger dans la sphère « hors-ligne ». Mais, en préférant « parler de vive voix » de ses opinions, il se donne la possibilité d'adapter son discours à ses interlocuteurs en tenant compte de leur singularité, là où, sur le réseau social, il se trouverait contraint d'exposer ses vues politiques sans pouvoir ajuster son discours aux spécificités de ses différents auditoires.

En résumé, les enquêtés, au-delà de leurs profondes différences, privilégient donc des modalités participatives centrées sur la recherche d'informations politiques sur des espaces généralistes (sites

d'informations, Facebook, etc.) et des formes de participation « par acquiescement » (pétition, likes, retweets, partage, etc.) plutôt que des formes participatives basées sur la publication de contenus politiques en « première personne », plus exigeantes politiquement et plus « risquées » socialement.

4.2 Des rapports à la participation politique en ligne déterminées par le niveau et le contexte de politisation des publics

Mais, au-delà de ces quelques caractéristiques communes, l'un des résultats les plus manifestes de l'enquête concerne les très profondes inégalités observées entre les différents publics de jeunes interrogés concernant la participation politique en ligne (cf. tableau 3). De manière analogue à ce que l'on peut observer dans la sphère « hors-ligne » (Michon, 2008), la participation politique en ligne des jeunes s'avère en effet très inégale selon les milieux sociaux et les filières d'études.

Quelle que soit la nature des modalités de participation politique, les différentiels de pratique (mesurées en points de pourcentage) entre les publics comprenant une part significative d'enfants issus des classes populaires d'un côté (E2C, AES, BTS) et les publics socialement plus « élitistes » (science politique, CPGE, IEP) de l'autre, se révèlent d'une ampleur tout à fait significative. Concernant une modalité de nature « informative », telle que le fait de « consulter un site d'information », l'écart de pourcentage est de 63 points entre les jeunes des E2C et ceux de l'IEP (35 % contre 98 %) ; ce même phénomène se retrouve pour des modalités reposant sur l'acquiescement des internautes : l'écart entre les public E2C et IEP concernant la signature de pétition en ligne est même de 73 points (9 % contre 84 %) ; et on retrouve ces mêmes écarts, avec une ampleur certes plus réduite, à propos des modalités de participation expressive : 22 points de pourcentage séparent les publics AES et IEP concernant la publication de contenus politiques sur des pages publiques ou des groupes Facebook (7 % contre 29 %).

De manière générale, à l'exception des pratiques de recherche d'information, les différentes modalités de participation politique en ligne testées dans le questionnaire apparaissent systématiquement minoritaires – voire tout à fait marginales pour certaines (notamment en ce qui concerne la recherche d'informations sur des espaces spécifiquement politiques et les pratiques de « démocratie expressive ») – parmi les publics aux origines sociales plus populaires (E2C, AES et BTS). Elles sont en revanche relativement courantes et « banalisées » parmi les étudiants de science politique, de CPGE ou d'IEP, et, dans une moindre mesure, pour une certaine fraction des étudiants d'IUT (la situation d'« entre-deux » de ce public s'explique en grande partie par la plus grande mixité sociale des étudiants inscrits dans cette formation : pour rappel, 25 % ont un père cadre et 23 % un père ouvrier).

Si l'on s'en tient aux trois publics qui comprennent le plus de jeunes issus des classes populaires (E2C, AES et BTS), on observe qu'aucune modalité ne dépasse les 50 % de taux de participation, voire les 20 %, si l'on fait exception de la signature de pétition en ligne, qui demeure on l'a vu l'une des pratiques politiques (dans ses versions en ligne comme hors-ligne) les plus prisées de cette fraction de la jeunesse. Les modalités proposées ayant un rapport direct avec la politique institutionnelle et ses acteurs sont quant à elles pratiquées par un nombre extrêmement réduit d'enquêtés. Pour ne donner qu'un exemple, moins de 10 % d'entre eux suivent une personnalité politique sur Twitter, contre un tiers environ des jeunes de CPGE ou d'IEP. Même une pratique considérée par les médias et les acteurs politiques comme

très populaire auprès des jeunes, telle que le fait de visionner des vidéos politiques sur Youtube, apparaît en réalité comme tout à fait marginale au sein de ces publics populaires : elle ne concerne que 18 % des élèves d'AES et même 4 % des élèves de BTS. Ce résultat, comme beaucoup d'autres qui seront présentés par la suite, invite donc à faire preuve d'une grande prudence dans l'interprétation de résultats d'enquêtes consacrées aux pratiques politiques en lignes des jeunes : derrière ces résultats agrégés se cachent en effet de profondes inégalités au sein des différentes composantes de la jeunesse (des inégalités que la sous-représentation des jeunes issus des classes populaires dans les échantillons sondés tend à dissimuler d'autant plus).

Plus généralement, il apparaît que la participation politique en ligne des différents publics est étroitement corrélée au niveau de politisation des enquêtés, qu'il soit mesuré par l'intérêt déclaré pour la politique, la fréquence des discussions politiques avec l'entourage ou le suivi de l'actualité politique. Ainsi, 17 % des enquêtés s'intéressant « beaucoup » à la politique déclarent consulter les sites internet de partis politiques contre 3 % de ceux qui s'y intéressent « assez » et 1 % seulement de ceux qui s'y intéressent « peu » ou « pas du tout ». De la même manière, alors que 27 % des jeunes qui parlent « très souvent » de politique avec leur famille publient des contenus politiques régulièrement sur Facebook, ceux qui ne parlent « jamais » de politique en famille ne sont que 7 % à le faire. Ce résultat semble ainsi *a priori* confirmer la thèse de la normalisation et l'idée d'un « cercle vertueux » de la participation en ligne mise en avant dès le début des années 2000 par Pippa Norris (2001) : la politisation favorise la participation en ligne (et notamment la recherche d'informations politiques), qui elle-même, en retour, renforce la politisation. Cependant, ces deux phénomènes semblent moins obéir à une relation causale que faire système : déterminer la primauté temporelle d'un phénomène sur l'autre, pour des générations nées avec Internet, ne semble guère pertinent.

TABLEAU 4. INTÉRÊT (DÉCLARÉ) POUR LA POLITIQUE SELON LES PUBLICS (EN %)

| | Beaucoup | Assez | Un peu | Pas du tout |
|-------------------|----------|-------|--------|-------------|
| E2C* | 2 | 2 | 44 | 51 |
| AES | 4 | 16 | 60 | 21 |
| BTS | 4 | 20 | 55 | 21 |
| IUT | 5 | 22 | 51 | 22 |
| Science politique | 34 | 53 | 12 | 1 |
| CPGE | 22 | 29 | 41 | 8 |
| IEP | 44 | 41 | 14 | 1 |

Source : Boyadjian J., 2020, *La participation politique en ligne des jeunes à travers le prisme des inégalités socioculturelles*.

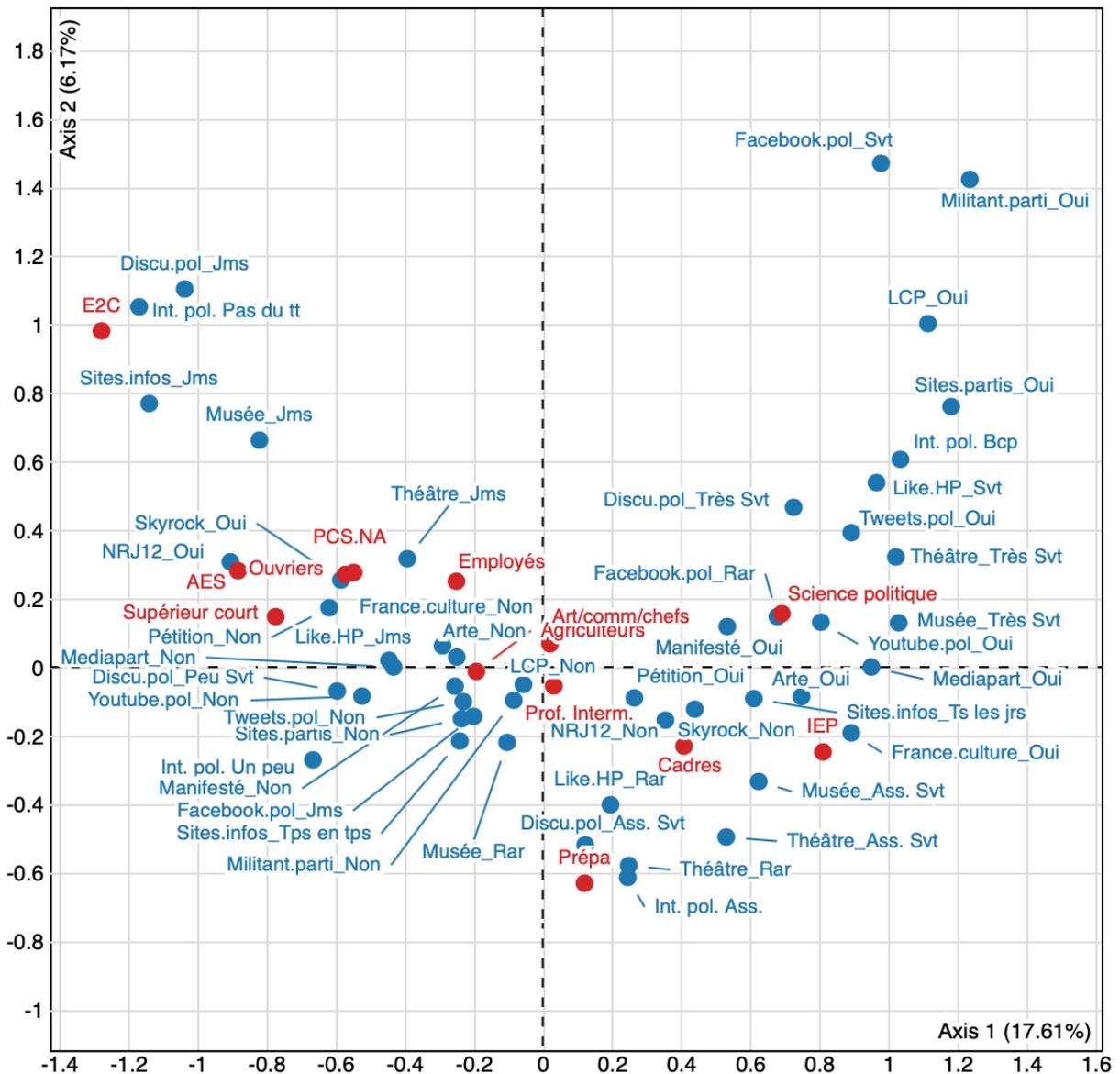
On peut à ce stade, plus prosaïquement, constater que le niveau de politisation des enquêtés est très sensiblement différent selon les filières. Comme l'avait observé Sébastien Michon (2008) dans son enquête, les différences de politisation entre les filières d'études s'expliquent principalement par deux facteurs : l'un « dispositionnel » – le recrutement social des étudiants et leur socialisation politique familiale – et l'autre « situationnel », l'action du contexte d'études, qui entraîne « l'activation, l'inhibition ou l'acquisition de disposition politiques » spécifiques. L'originale sociale des étudiants, et notamment leur capital culturel hérité, joue en effet un rôle de premier ordre dans la politisation des étudiants, et *in fine* des filières, compte tenu de la très forte ségrégation sociale de l'enseignement supérieur français.

Mesuré par le niveau de diplôme du père, le différentiel de capital culturel hérité entre les étudiants de l'IEP et ceux d'AES est ainsi de 54 points de pourcentage : 70 % des premiers ont un père diplômé du supérieur, contre seulement 16 % pour les seconds. Or le capital culturel hérité est l'une des variables les plus discriminantes en matière de politisation et d'acquisition de compétences politiques (Gaxie, 1978). Tout concourt ainsi à ce que les étudiants de CPGE, d'IEP et dans une moindre mesure de science politique, qui ont en commun d'avoir des parents exerçant des fonctions d'encadrement et de direction, proches des champs du pouvoir (économique, social, politique, culturel, etc.), habitués et habilités à manipuler des biens symboliques, développent un rapport familial et quasi-naturel au champ politique spécialisé, et une confiance profonde en ses institutions et ses acteurs. À titre d'exemple, seuls 1 % des étudiants d'IEP ou 4 % de ceux de science politique s'estiment « tout à fait d'accord » avec l'affirmation selon laquelle « voter ne sert pas à grand-chose, car aucun homme politique ne tient ses promesses », contre 30 % des étudiants d'AES ou 41 % encore des jeunes des E2C. Les étudiants des filières au recrutement social plus diversifié et plus populaire (IUT, BTS, AES, E2C) développent quant à eux un rapport plus distant, voire contrarié au champ politique, comme nous le verrons plus loin.

La politisation différenciée des filières d'études s'explique également par un effet de contexte propre aux différentes formations. La nécessité de suivre l'actualité et les problématiques contemporaines débattues dans le champ médiatique et politique (au niveau national et, plus encore, international) s'apparente en science politique, en IEP et dans certaines CPGE à une norme, profondément intériorisée par les étudiants. Mais plus encore, c'est dans la gestion du temps libre et le rapport aux loisirs que les effets de contexte se font les plus prégnants (Roselli *et al.*, 2016). S'il est courant de présenter la vie étudiante comme un moment d'« apesanteur sociale » (Bourdieu, 1980) – extraits de la sphère familiale et de leur milieu social d'origine, les jeunes en cours d'études ne sont pas encore insérés dans le monde du travail et ainsi *fixés* dans l'espace social –, les lois de la pesanteur ne sont cependant pas tout à fait les mêmes dans les différentes régions de l'enseignement supérieur. Le fait de travailler ou non pour financer ses études, de vivre chez ses parents, en colocation ou en internat, ou encore le volume de temps libre disponible différent en effet sensiblement selon les formations, et conditionnent pour partie le rapport à la culture, aux médias, à la politique et au numérique des jeunes. À capital hérité et niveau de politisation familiale équivalents, ce rapport différencié au temps et aux loisirs explique pour partie les différences notables en matière de participation politique en ligne constatées, par exemple, entre les étudiants de CPGE ou ceux d'IEP. Ainsi, non seulement le rapport à la participation politique en ligne des jeunes ne peut être appréhendé isolément de leur niveau de politisation et de leur rapport au champ politique, mais plus largement encore de leur rapport aux loisirs, à la culture, au numérique et aux médias.

Cette systématisme des pratiques (en ligne et hors-ligne, politiques et extrapolitiques) a pu être mise au jour à travers une analyse des correspondances multiples (ACM). Les variables actives retenues sont le niveau d'intérêt pour la politique, les pratiques politiques (manifester, signer une pétition), l'adhésion à un parti politique, la fréquence des discussions politiques, la fréquentation de lieux culturels (musée, théâtre), les radios écoutées, les sites d'informations consultés, et bien sûr les différentes modalités de participation politique en ligne (consulter un site partisan, regarder des vidéos politiques sur Youtube, « liker » des hommes ou femmes politiques sur Facebook, publier des tweets politiques, etc.) ; le niveau de diplôme du père et la formation de l'étudiant sont quant à elles mobilisées comme variables illustratives.

GRAPHIQUE 1. ACM DES PRATIQUES POLITIQUES, MÉDIATIQUES ET CULTURELLES DES JEUNES INTERROGÉS



Source : Boyadjian J., 2020, *La participation politique en ligne des jeunes à travers le prisme des inégalités socioculturelles*.

Note de lecture : chaque point sur le graphique représente une modalité de réponse. Plus la distance entre deux points est faible, plus est forte la relation qui unit les modalités qu'ils représentent. En haut à gauche du graphique, on lit qu'il existe un lien très étroit entre le fait de ne pas du tout s'intéresser à la politique, de ne jamais aller sur des sites d'informations ou de ne jamais se rendre au musée. Ces réponses « allant dans le même sens » sont très majoritairement celles de jeunes des E2C.

Prenant la forme d'une parabole, le nuage des modalités (cf. graphique 1) de l'ACM répond à un classique « effet Guttman » (Flament, Milland, 2005). Le premier axe d'opposition, horizontal, concerne la distance des individus à la culture et à la politique dites « légitimes » (Bourdieu, 1979) : on retrouve à gauche de l'axe les étudiants des E2C, de BTS, D'IUT et d'AES, qui sont dans une forme de distance ou de rejet ; et à droite les étudiants aux origines sociales plus élevées (CPGE, IEP et licence de science politique) qui

sont très majoritairement dans un rapport de (grande) proximité à la culture légitime. Le second axe, vertical, oppose artificiellement les modalités extrêmes (très forte ou très faible politisation) aux modalités médianes (plutôt/plutôt pas). On retrouve ainsi en haut de l'axe les jeunes décrocheurs scolaires de l'E2C qui sont dans une forme de rejet complet de la politique institutionnelle, et à l'opposé des « passionnés de politique » qui sont quant à eux de très importants consommateurs de biens politiques ; et en bas à gauche de l'axe les étudiants d'AES et du supérieur court, qui entretiennent une relation à la fois critique et distante (voire pour certains une relative indifférence) au champ politique, et de l'autre côté (à droite) la majorité des étudiants d'IEP et de CPGE, qui sont quant à eux dans un rapport tout à la fois confiant et intermittent à la politique institutionnelle.

La construction artificielle des axes est liée d'une part à la présence de nombreuses variables ordinales (échelle de politisation, fréquence des pratiques politiques et culturelles, etc.) et d'autre part aux nombreux liens entre les différentes questions, les répondants ayant tendances à s'orienter, quelles que soient les séries de questions (politique, culture, médias, numérique), vers les mêmes modalités de réponses (extrêmes ou modérées, positives ou négatives). Si cette configuration statistique est donc bien artefactuelle (effet Guttman) elle permet néanmoins de mettre en lumière deux résultats importants de l'enquête. D'abord une très forte systématisme des pratiques des jeunes interrogés, confirmant ainsi notre hypothèse initiale. Le rapport à la participation politique en ligne des jeunes est indissociable de leur rapport plus général à la politique institutionnelle, et, plus largement encore, à la culture légitime, sous ses différentes formes. Les traces politiques repérées sur Internet dans les enquêtes sur la participation politique en ligne ne sont que les signaux superficiels d'un rapport au monde social déterminé par la place occupée par les internautes dans ce dernier. Ou, dit autrement, les modalités de participation politique en ligne semblent bien déterminées par l'*habitus*, au même titre que les chaînes de télévision ou de radio écoutées, les lieux culturels fréquentés, les sites internet consultés, etc. D'autre part, l'ACM permet d'identifier quatre sous-groupes d'enquêtés, entretenant chacun un rapport spécifique à la participation politique en ligne que nous proposons de détailler dans la suite de ce rapport.

5. Typologie des rapports à la participation en ligne des jeunes

À partir des résultats de l'analyse des correspondances multiples, mais aussi des entretiens semi-directif réalisés et de l'observation en ligne des profils des enquêtés sur les réseaux sociaux, quatre profils types de jeunes sont mis en lumière :

- 1) les « passionnés », qui entretiennent un rapport très soutenu à la participation numérique ;
- 2) les « intermittents », qui se saisissent du numérique pour s'informer, et, plus épisodiquement, pour s'exprimer politiquement ;
- 3) les « distants », qui ont un rapport à la fois contrarié et distant à la participation en ligne ;
- 4) les « invisibles », qui se singularisent par une mise en retrait de la participation en ligne comme hors-ligne.

5.1 Les « passionnés » : le numérique, une dimension constitutive de la politisation et de l'engagement

L'analyse des correspondances multiples fait apparaître un premier groupe d'enquêtés, situés dans le cadran nord-est (cf. graphique 1), entretenant un rapport soutenu, régulier et protéiforme à la participation numérique et que nous avons choisi de qualifier de « passionnés ». On retrouve ces jeunes « passionnés » principalement parmi les étudiants de la licence de science politique et de l'institut d'études politiques, à savoir des formations regroupant des étudiants aux origines sociales élevées, fortement politisés et disposant de suffisamment de temps libre pour développer un engagement politique⁸. Ce premier groupe d'enquêtés se caractérise en effet par une véritable *passion* vouée à la politique, qu'ils ont développée le plus souvent dès l'adolescence et héritée de leurs parents. Au même titre que la musique ou le sport, la politique constitue pour eux une activité occupant leur temps libre et leurs loisirs, à la différence de la majorité de leurs camarades, qui, bien que politisés, n'y accordent qu'une attention intermittente et oblique. Le numérique constitue pour ces jeunes « passionnés » un outil privilégié – mais non exclusif – tout à la fois pour s'informer de l'actualité du champ politique, pour la commenter mais aussi pour y affirmer leurs idées et, pour certains, militer, sans que ces différentes activités ne soient toujours bien différenciées en pratique.

S'ils sont numériquement minoritaires, y compris au sein de leurs formations respectives, les « passionnés » apparaissent néanmoins comme les plus impliqués politiquement, les plus actifs sur la toile et les plus importants producteurs de contenus politiques sur les réseaux sociaux. Il s'agit là d'une réalité bien connue des travaux sur la participation politique en ligne : une très grande majorité des contributions politiques sur le web est bien souvent l'œuvre d'une petite minorité d'internautes très actifs

⁸ *A contrario*, faute notamment de temps libre disponible et malgré une politisation élevée, les jeunes « passionnés » sont plus rares en CPGE.

(Greffet, Wojcik, 2008), qualifiés par Harold Jansen et Royce Koop de « *political junkies* » (2005). Trois principaux facteurs expliquent en partie leur suractivisme en ligne : une disponibilité biographique importante, une bonne maîtrise des outils numériques et surtout un engagement politique assumé, associé à une consommation très importante d'informations politiques.

Le groupe des « passionnés » se singularise en effet par une consommation régulière, active et diversifiée d'informations politiques passant principalement – voire pour certains exclusivement – par le biais d'Internet et des réseaux sociaux (Facebook et, dans une moindre mesure, Twitter). Une première caractéristique de cette consommation est bien en effet sa régularité, quasi-quotidienne pour une majorité des jeunes interrogés, y compris en période de faible politisation de l'actualité. Il s'agit là d'une différence notable par rapport aux autres enquêtés, y compris leurs camarades de promotion, qui, tout en étant politisés, développent une consommation d'informations politiques plus irrégulière, et davantage soumise aux aléas de l'actualité politique. De plus, à la différence également de leurs camarades qui, nous le verrons plus loin, *s'exposent* aux informations politiques sur les réseaux sociaux plus qu'ils ne les *consomment* – ou, dit autrement, qui laissent les informations politiques venir à eux plutôt qu'ils ne vont à elles – les « passionnés » développent quant à eux une consommation « active » : ils réalisent une veille quotidienne de l'actualité politique sur les réseaux sociaux, et vont mener des recherches (*via* la consultation d'applications mobiles, de pages sur les réseaux sociaux, de sites dédiés ou du moteur de recherche Google) sur les sujets qui les intéressent (un projet de loi, un mouvement social en cours, etc.).

Une autre caractéristique significative de la consommation d'informations politiques des « passionnés » est son étendue et sa diversité. Beaucoup de ces enquêtés déclarent en effet suivre sur les réseaux sociaux un très grand nombre de sources d'informations, qu'il s'agisse de médias « *mainstream* » (*Le Monde*, *Mediapart*, *Libération*, *Courrier international*, *Le Figaro*, etc.), de médias « militants » à l'audience plus confidentielle (*Bastamag*, *Arrêt sur image*, etc.), de médias d'informations spécifiquement conçus pour les réseaux sociaux (*Brut*, *Konbini*, etc.) ou des groupes, pages ou comptes de journalistes « amateurs », de citoyens, de blogueurs ou de militants engagés. Les « passionnés » font également partie de la rare minorité des jeunes à consulter des « sources primaires » d'informations politiques (sites internet de partis politiques, vidéos politiques sur Youtube, comptes de personnalités politiques sur les réseaux sociaux, etc.). Il est alors important de souligner que cette consommation de sources « primaires », tout comme celle d'informations « alternatives » et « amateurs », exclusivement disponibles en ligne, ne viennent pas se substituer mais bien compléter celle des médias *mainstream* traditionnels, dans une logique cumulative. De manière analogue, les « passionnés » sont souvent les plus enclins à s'abonner sur les réseaux sociaux à des médias dont la ligne éditoriale n'est pas en accord avec la leur, se conformant ainsi à l'image idéalisée du citoyen cherchant à croiser les points de vue contradictoires pour se forger sa propre opinion. L'analyse de leurs abonnements sur Facebook et Twitter confirme bien cette propension à s'exposer à des médias aux positionnements hétérogènes et vient ainsi sensiblement nuancer l'hypothèse de l'existence de « bulles de filtres » (Pariser, 2011), sur les médias sociaux, qui isoleraient et enfermeraient les internautes, et plus particulièrement les jeunes, dans des univers cognitifs et informationnels clos. Il apparaît au contraire à la lecture de nos résultats que les jeunes les plus politisés et les plus actifs sur les réseaux sociaux sont précisément ceux qui s'exposent au plus grand nombre de médias, y compris des médias avec une ligne éditoriale différente ou opposée à leur propre positionnement politique. Cela étant, il convient de nuancer ce résultat en précisant que si leur exposition aux médias semble moins « sélective » que cela peut être le cas *via* d'autres vecteurs

d'informations (presse écrite, radio, etc.), celle-ci ne débouche pas nécessairement sur une consommation plus *éclectique* d'informations pour autant. Les enquêtés interrogés sont effectivement abonnés sur les réseaux sociaux à des médias qu'ils ne consomment pas sur d'autres supports (version papier, application, site internet). Mais les articles de ces médias « contradictoires » apparaissent beaucoup moins lus, commentés et discutés que ceux issus des médias considérés comme plus proches de leurs opinions. Dit autrement, si les réseaux sociaux favorisent auprès de ces jeunes une plus forte exposition à l'information que sur d'autres supports, la consommation des informations auxquelles ils se trouvent exposés continue quant à elle de rester « sélective ».

Le numérique et les médias sociaux permettent en définitive à ce premier groupe d'enquêtés de développer une consommation d'informations politiques importante, régulière et diversifiée. Les informations consommées sur les réseaux sociaux constituent également pour ces jeunes un support à l'expression de leurs opinions politiques et un vecteur de leur engagement. Les informations relayées sur les comptes de ces jeunes « passionnés » sont en effet le plus souvent accompagnées de commentaires qui leur permettent d'exprimer leurs opinions à propos du sujet de l'article, et peuvent servir parfois à alimenter des échanges discursifs avec leurs « amis ». Comme William Gamson (1992) avait pu le mettre en avant à propos des conversations politiques ordinaires, les biens médiatiques constituent ainsi des ressources mobilisées pour se forger des opinions et les exprimer publiquement ; des ressources médiatiques qui sont bien souvent en accord avec les opinions politiques du groupe qui les mobilise et les commente.

Notons enfin que ce groupe de « passionnés » se singularise par un engagement politique assumé et connu de l'entourage. Il s'agit là d'une différence notable vis-à-vis de leurs camarades issus des mêmes milieux sociaux et des mêmes formations politisées. Comme nous l'avons déjà évoqué dans la partie précédente, la politisation, au sens d'intérêt accordé à l'activité du champ politique spécialisé, est une condition nécessaire mais non suffisante à la prise de parole politique en ligne. Avoir un engagement politique assumé – sans qu'il s'agisse nécessairement d'un engagement « encarté », nous y reviendrons – et avoir un engagement connu de son entourage sont également deux facteurs indispensables à une prise de parole régulière. On retrouve alors au sein du groupe des « passionnés » un certain nombre de militants de partis politiques : 8 % des jeunes interrogés se déclarent adhérents d'un parti (il s'agit quasi-exclusivement d'étudiants de l'IEP et de licence de science politique). Les jeunes militants appréhendent leurs comptes sur les réseaux sociaux comme des instruments au service de leur engagement, permettant de relayer des informations, de diffuser des idées et des opinions, de prendre position sur des sujets d'actualité, etc. Cependant, à la différence des comptes d'élus ou de cadres militants (Boyadjian, 2015), l'activité des jeunes militants sur les réseaux sociaux ne semble pas être le produit d'actions concertées, conçues et mises en pratique collectivement, mais bien la production d'un militantisme « en première personne ». L'usage que ces jeunes font de leurs comptes n'est d'ailleurs, pour la plupart d'entre eux, pas exclusivement « militant » : ils s'en servent en effet, comme les autres enquêtés, à des fins récréatives, de divertissement, de sociabilité, de loisirs, etc.

Il convient néanmoins de préciser que tous les jeunes « passionnés » ne sont pas nécessairement des militants « encartés » dans des partis politiques ou des syndicats étudiants (à l'image de Samuel, cf. portrait 1). En effet, les réseaux sociaux peuvent être parfois mobilisés comme des instruments au service d'un « auto-entreprenariat militant », permettant à des jeunes « non encartés » de militer à la marge,

voire parfois à l'extérieur des organisations. Anaïs Theviot (2013) a ainsi pu observer que d'anciens militants du Parti socialiste (PS) et de l'Union pour un mouvement populaire (UMP) continuaient *via* Facebook à faire vivre leur engagement et à militer pour ces organisations, bien que n'en faisant plus officiellement partie. Nous avons également pu identifier sur Twitter l'existence de comptes semblables à tous égards à ceux de cadres militants mais tenus par des individus qui n'étaient formellement membres d'aucune organisation (Boyadjian, 2016). On retrouve bien ce même profil parmi le groupe des « passionnés ». En réalité, ces internautes se rapprochent davantage des « leaders d'opinion » tels qu'ils ont été définis dans les années 1940 par Paul Lazarsfeld et son équipe (1944), à savoir des individus fortement intéressés par la politique, nettement plus informés que la moyenne, très régulièrement exposés à des contenus politiques, et dont l'entourage leur reconnaît une véritable expertise et autorité en matière politique. Les « passionnés », qu'ils soient encartés ou non, investissent bien ce rôle de « leader d'opinion » sur les réseaux sociaux, en mettant leur « expertise » de l'actualité politique (produit de leur politisation et de leur surconsommation d'informations) au profit de leurs « amis » (moins exposés et moins informés), en les informant ou les alertant des débats en cours, *via* notamment le partage et le commentaire de contenus politiques sur leurs murs.

Portrait 1. Samuel, le numérique au service d'un engagement « affranchi »

Samuel est en deuxième année de licence de science politique à la faculté de droit et science politique de Montpellier. Né en 1998, il effectue sa scolarité dans l'enseignement public à Perpignan, avant d'intégrer la licence de science politique, son premier vœu sur Parcoursup, suite à l'obtention d'un baccalauréat ES en 2016. Son père, séparé de sa mère quand il avait 4 ans, est autoentrepreneur dans la maçonnerie dans la région d'Andorre ; sa mère est professeure de français au collège et prépare actuellement un doctorat de lettres classiques à Perpignan. Samuel qualifie son père comme étant « de gauche mais pas très politisé », à la différence de sa mère, « très à gauche » et « super politisée », et qu'il perçoit comme étant à l'origine de son engagement (« je tiens un peu cette fibre de gauche de ma mère »). Issue d'une famille militante communiste d'Argenteuil, sa mère milite elle-même au Parti communiste français (PCF) durant sa jeunesse, avant de s'en écarter. Elle continue néanmoins d'être très engagée politiquement, et participe très activement aux différents mouvements sociaux (les derniers en date étant « Nuit debout » et le mouvement contre la loi travail en 2016). Samuel commence à s'intéresser à la politique dès l'adolescence : il se souvient avoir suivi avec intérêt la campagne pour l'élection présidentielle de 2012 à la télévision, à l'âge de 14 ans. Il poursuit sa politisation en étant « de plus en plus actif sur les réseaux sociaux » (consommation d'informations politiques, participation à des groupes de discussion, etc.), et ce alors qu'il n'a pas d'amis politisés dans son entourage. En complément du rôle joué par la socialisation familiale (du côté de sa mère), le numérique participe ainsi pleinement à sa politisation. Aujourd'hui âgé de 20 ans, Samuel est un gros consommateur d'informations politiques. Cette consommation passe quasi-exclusivement par le numérique et les réseaux sociaux. Il n'a pas de télévision chez lui ; il n'écoute jamais la radio en direct (mais parfois des podcasts *via* l'application France Inter sur son smartphone), et le seul titre qu'il consomme en version papier est le *Monde diplomatique*, que sa mère lui donne régulièrement, étant abonnée. Sur son smartphone, la seule application d'informations téléchargée est celle du *Monde*, à partir de laquelle il reçoit des notifications pour l'informer des événements importants (sans néanmoins lire les articles directement sur son téléphone).

Sur internet, il consulte régulièrement les sites internet de *Mediapart* (un ami lui a « prêté » ses codes de connexion) et *Le Media*, le site d'information proche de La France insoumise. Le reste – et l'essentiel – de sa consommation quotidienne d'informations se fait principalement par Facebook et Twitter, réseaux sociaux sur lesquels il est abonné à un très grand nombre de comptes de médias : LCP (la chaîne parlementaire), *Libération*, *Le Monde*, *Le HuffingtonPost*, *Konbini*, mais aussi des titres qu'il estime plus éloignés ses positions politiques, tels que *L'Obs*, *Le Point*, *Les Échos*, etc. :

« J'essaye de confronter toutes les informations et de voir comment elles vont être tournées dans un sens puis dans un autre selon les médias. [...] À chaque réforme c'est pareil, certains médias vont essayer de nous dire que c'est très très bien, d'autres que c'est très mal ; comme je pense que c'est très mal, je vais plutôt suivre ceux qui disent ça aussi. Mais comme je disais, je vais quand même essayer de confronter, faire un effort pour voir les arguments de ceux qui disent que c'est très bien, déjà parce que je trouve que c'est intéressant, je vais aller voir *Le Figaro*, *Les Échos*, *Le Point*... »

La justification de cette exposition « non sélective » à l'information diffère cependant légèrement du discours consistant à valoriser le fait de croiser les points de vue afin de se forger sa propre opinion : les positions des différents médias apparaissent ici prévisibles et connues d'avance, tout comme l'opinion que peut se faire Samuel des différents événements et projets de loi, du fait de la cohérence et de la forte structuration de son positionnement politique. S'exposer à des médias aux lignes éditoriales opposées semble répondre davantage à une volonté d'analyser la manière dont ces titres vont prendre position et « cadrer » le débat – voire « repérer » les arguments des « adversaires » – plutôt qu'à une nécessité de consulter a priori des arguments de tous bords afin de « se faire » sa propre opinion.

Samuel reçoit également dans sa « time line » les informations partagées ou commentées par ses « amis », qui sont pour l'essentiel issus des médias auxquels il est lui-même abonné et avec lesquels il est en accord :

« Les articles que mes amis vont partager, ce sont des articles que j'ai déjà vus. Après ce sont vachement des réseaux de gens qui vont plutôt penser comme nous... Si je ne les ai pas vus, je vais cliquer dessus, et je vais lire l'article, ça va m'intéresser, mais en général ça va être les mêmes médias que je suis moi. »

S'il ne recevait que des articles partagés par ses « amis », Samuel évoluerait bien sur Facebook dans une « bulle de filtre », c'est-à-dire au sein d'un environnement informationnel clos et politiquement homogène. Néanmoins, l'abonnement à des titres aux positionnements différents contribue à décroiser quelque peu cet environnement informationnel, même si les articles effectivement consommés, et plus encore ceux qui sont relayés, partagés et commentés proviennent quasiment tous d'un même univers informationnel. La seule exception à cette volonté d'éclectisme concerne les « likes » de personnalités politiques :

« Je suis abonné à Benoît Hamon, Mélenchon, les personnalités de gauche et les partis de gauche en général.
– Vous n'êtes pas abonné à des personnalités de droite ?

– Non, parce qu'en fait les réseaux sociaux, c'est très militant, quand on suit les réseaux des personnalités et des partis, ça va être très militant, dans l'invective des autres, etc. Ça m'est arrivé de regarder le compte de Marine Le Pen sur Twitter, et je ne peux juste pas suivre ça. Pareil pour François Fillon, les Républicains, Laurent Wauquiez... Je n'en suis aucun. Je me contente de la gauche, ça me suffit. »

À la différence de ce qu'il pratique – et surtout revendique – concernant les médias d'informations, son exposition aux personnalités politiques sur les réseaux sociaux est volontairement sélective. Cette plus grande « sélectivité » s'explique en partie par la conception plus « militante » qu'« informationnelle » que Samuel confère à cette pratique : le suivi de personnalités politiques ne se réduit pas selon lui à une activité informationnelle qui se situerait exclusivement dans le domaine « idéal », mais s'apparente bien

davantage à une pratique militante, inscrite dans un registre plus « passionnel », ce qui explique son rejet, voire son « dégoût » politique plus marqué et assumé pour les personnalités de droite et d'extrême-droite et surtout leurs réseaux militants.

Mais au-delà d'être un outil indispensable à sa consommation d'informations politiques, le numérique et les réseaux sociaux apparaissent également comme des vecteurs centraux de l'engagement de Samuel. Si son militantisme ne se réduit pas à son activité sur les réseaux sociaux, le numérique lui permet néanmoins de coordonner ses différents « combats », tout en restant autonome des organisations partisans, associatives ou syndicales qu'il côtoie aussi bien sur le terrain que sur les réseaux sociaux, sans y être « encarté ». Bien qu'en effet très actif sur le terrain des luttes sociales et étudiantes, Samuel n'a en effet jamais été membre d'un parti politique ou d'un syndicat étudiant, même s'il se revendique « proche » de La France insoumise et de Sud :

« J'ai participé au mouvement contre la loi travail en 2016, et La France insoumise a commencé à se monter à ce moment-là ; ça m'intéressait beaucoup parce que c'est dans mes idées, mais j'étais encore à Perpignan en terminale à cette époque. Du coup, je militais pour La France insoumise, au moment où les groupes en soutien à la présidentielle ont commencé à se monter. Et puis quand je suis arrivé à Montpellier, je n'ai plus milité, je ne sais pas pourquoi. Peut-être parce que je ne connaissais pas les gens, ou parce que je n'avais pas envie de me lancer dedans. C'est un noyau déjà très dur et je n'ai pas envie d'y entrer. Mais je suis quand même proche des Jeunes insoumis de Montpellier, je communique souvent avec eux, je suis au courant des choses et je me mobilise avec eux sans être encarté. Je ne vais pas militer pour la campagne et je ne vais pas les suivre là-dedans, ils vont afficher, faire des réunions publiques, plein d'actions, moi je ne vais pas participer. Je vais militer pour les causes que je trouve justes et ça se passe parfois avec eux, mais pas forcément sous l'étiquette Insoumis. Par exemple pour la réforme de l'université on est très souvent avec Sud Solidaires : je ne suis pas à Sud Solidaires mais je milite avec eux »

Inscrit dans différents réseaux militants sans être membre d'aucune organisation, engagé uniquement pour les causes qu'il a choisi de défendre et qu'il estime justes, actif mais de façon intermittente : l'engagement de Samuel, « affranchi » des tutelles organisationnelles, correspond bien au « nouveau » modèle de l'engagement distancié décrit par Jacques Ion (1997) : un militantisme plus distant et critique à l'endroit des organisations, un militantisme où le « je » prime sur le « nous ». Son installation à Montpellier en 2016 va jouer comme un frein à son intégration au sein du mouvement des jeunes insoumis ; et même s'il militera à leurs côtés peu de temps après son arrivée, il choisira bien *in fine* de rester en retrait de l'organisation. Dans ce contexte, le numérique occupe une place centrale, en lui permettant d'accéder aux informations militantes sur les mobilisations en cours, mais aussi de coordonner ses différents engagements. Sur Facebook, il est membre de plusieurs groupes « privés », dont celui des « Jeunes insoumis de Montpellier », ce qui lui permet de communiquer avec eux et se tenir informé de leurs mobilisations. Facebook est ainsi dédié au suivi des groupes militants locaux, et semble davantage associé à un engagement de proximité, à un univers d'interconnaissances, là où Twitter est davantage associé à la consultation de comptes d'organisations à l'échelle « nationale » et le suivi de militants qu'il ne connaît pas.

Mais au-delà de lui permettre d'accéder à l'information et de coordonner ses différents engagements, le numérique constitue également pour Samuel un instrument de militantisme « en première personne ». Le 22 mars 2018, il crée une page publique à caractère politique, « Rendez-nous nos droits - Montpellier Droit Science Po en lutte », dans un contexte local très spécifique. Ce même-jour, un incident sans précédent se déroule à la faculté de droit et science politique de Montpellier : des étudiants – dont Samuel, qui s'éclipsera peu avant les incidents – occupant le principal amphithéâtre de la faculté dans le cadre de la mobilisation contre le Plan étudiant du Gouvernement sont expulsés des locaux et

frappés par des hommes cagoulés (dont puiseurs enseignants, l'enquête le montrera) et armés de morceaux de palettes, avec la « complicité » du Doyen de la faculté. Cet événement, qui connaîtra une médiatisation nationale importante, crée une très forte émotion dans la communauté universitaire et étudiante montpelliéraine, et donnera lieu à plusieurs pétitions, rassemblements et manifestations, dont la première, le 26 mars, réunira plusieurs centaines d'étudiants. C'est dans ce contexte que Samuel, engagé dès le début de la mobilisation et particulièrement ému par l'événement survenu le 22 mars (plusieurs de ses amis seront blessés), crée sa page Facebook :

« L'objectif [de la page] c'est d'informer les gens au maximum, ceux qui ne se mobilisent pas forcément d'habitude, ou qui veulent juste avoir de l'information, peuvent l'avoir en suivant la page. Ce sont des gens qui ne vont pas forcément se mobiliser mais qui vont être touchés par les informations. [...] On est 300 personnes. C'est une petite page mais à l'échelle de Montpellier, ça va. »

Suite à l'événement survenu le 22 mars, de nombreux étudiants de la faculté, qui jusque-là étaient restés en retrait de la contestation, voire pour certains qui étaient peu politisés et qui ne s'étaient jamais engagés, vont rejoindre la contestation, indignés par la réaction de déni d'une partie de la direction et du corps professoral. Il s'agira alors pour beaucoup de leur première participation à un mouvement social. Et c'est précisément à eux que Samuel entend s'adresser, en leur relayant des informations sur le mouvement, et en cherchant à articuler l'indignation survenue au niveau local avec les motifs de la mobilisation au niveau national. Avec sa page Facebook, Samuel se place ainsi dans le rôle d'un « leader d'opinion », en relayant des informations auprès de camarades de promotion peu politisés et peu familiers du militantisme, et qui lui reconnaissent une réelle autorité en la matière. Samuel continue aujourd'hui encore à alimenter cette page publique, pour diffuser ses propres informations concernant des mobilisations nationales ou locales, qui dépassent le simple cadre de la faculté.

En conclusion, le numérique et les médias sociaux constituent bien les principaux vecteurs de l'engagement de Samuel, comme outils d'information, de coordination de ses engagements, et de diffusion de son propre outil d'information et de mobilisation militante.

5.2 Les « intermittents » de la participation numérique

Les « intermittents » constituent un deuxième groupe d'enquêtés, situés dans le cadran sud-est de l'ACM (cf. graphique 1). On les retrouve principalement dans les formations socialement sélectives et politisées : étudiants de CPGE, de science politique et d'IEP. Ce deuxième groupe est davantage hétérogène que celui des « passionnés » : la diversité des pratiques et leur niveau d'intensité varient sensiblement selon les profils et les filières d'études. Néanmoins, nous tenterons de mettre en lumière ici quelques traits communs qui caractérisent ce deuxième groupe, en nous intéressant à des cas que nous jugeons « idéaux-typiques ».

Comme dans le groupe des « passionnés », les activités relatives à la recherche d'informations y sont les plus prisées. Le rapport des « intermittents » à l'actualité diffère cependant quelque peu de celui observé dans le premier groupe. S'informer constitue pour ces étudiants une norme, profondément intériorisée et continuellement valorisée dans leurs filières d'études. Leur rapport à l'information est ainsi tourné principalement vers les études et présente de ce fait un certain caractère « utilitariste » : le temps consacré à s'informer, les modalités informatives privilégiées mais aussi le contenu des articles

consommés se comprennent au regard des injonctions et contraintes scolaires qui s'imposent à eux. En classes préparatoires notamment – où la gestion du temps libre apparaît comme la plus contrainte et la plus « rationalisée » (Darmon, 2013) – les jeunes interrogés ne consacrent qu'un temps réduit chaque jour à s'informer. Ce suivi de l'actualité passe quasi-exclusivement par une rapide consultation des réseaux sociaux (Facebook, et dans une moindre mesure Twitter) sur leur téléphone, à différents moments de la journée, principalement durant des temps d'attente ou de pause (notamment dans les transports). En permettant de regrouper les informations (ou du moins les titres des articles) issues d'une grande diversité de médias sur leur « mur » ou dans leur « time line », à la manière des fils de dépêches d'agence, et en étant disponibles à tout moment de la journée sur leurs téléphones mobiles, les réseaux sociaux apparaissent pour les étudiants comme des outils de veille très utiles, répondant bien à leur besoin de rationaliser leur temps d'information. Le temps passé sur les réseaux sociaux est en général très court et se chiffre en quelques minutes, jugées suffisantes pour vérifier « ce qu'il se passe ». La très grande majorité des articles ne sont pas « ouverts » (c'est-à-dire les liens hypertexte permettant de consulter l'article sur le site d'information ne sont pas ouverts) et encore moins lus dans leur totalité. À la différence des « passionnés » qui sont de réels consommateurs d'informations, les « intermittents » s'exposent davantage à l'actualité plus qu'ils ne la consomment. À ce titre, les autres modalités de suivi de l'information (télévision, radio, presse écrite, sites internet d'informations) apparaissent délaissées, notamment en raison de leur caractère jugé trop chronophage. Ainsi, rares sont les étudiants de classes préparatoires à avoir chez eux une télévision, et ceux qui en ont une la regardent rarement, faute de temps. De la même manière, très peu d'étudiants déclarent consulter directement les sites d'informations de manière régulière : se rendre sur *le monde.fr* n'est pas une habitude ou un réflexe pour ces jeunes étudiants de science politique, d'instituts d'études politiques ou de classes préparatoires (bien que la quasi-totalité des étudiants interrogés soient abonnés au compte Facebook du *Monde*). À la différence des « passionnés », s'informer représente un coût qu'il s'agit de minimiser.

Les rares articles effectivement « consommés » sur les réseaux sociaux sont ceux en rapport avec des sujets d'intérêt personnel (le plus souvent le sport, l'écologie, le féminisme et l'actualité culturelle locale) ou des articles jugés utiles pour les études. À ce titre, nombreux sont les étudiants interrogés à déclarer être abonnés à des médias étrangers sur les réseaux sociaux, principalement en langue anglaise (le *Times*, le *Guardian*, le *New York Times*, etc.). Leur lecture présente ainsi l'avantage de contribuer à améliorer leur niveau de langue, d'être utile pour les cours d'anglais basés sur l'actualité et pour s'informer des événements à l'international. Le temps consacré à la lecture de ces articles est ainsi appréhendé comme une forme d'investissement, dont on espère des rendements à plus ou moins long terme.

Les rares cas de recherche « active » d'informations se présentent souvent comme des réponses à des injonctions scolaires : réaliser une revue de presse, débattre de l'actualité en cours d'anglais, réaliser un exposé en lien avec l'actualité, préparer un grand oral, etc. Les outils alors privilégiés sont les moteurs de recherche, et notamment « Google actualités » (un service spécifique du célèbre moteur de recherche, qui n'agrège que des sources de presse). Le sujet de la recherche est alors rédigé sous forme de requête, afin de cibler les articles de presse en lien avec le devoir réalisé. Les sites consultés sont ceux jugés les plus « fiables » et « sérieux », avec en premier lieu celui du *Monde*, cité comme une évidence par les enquêtés ; les « intermittents », à la différence d'autres jeunes issus des publics plus populaires, ont une connaissance certaine du champ médiatique, qui leur permet assez facilement de discriminer les sources tout comme d'identifier le positionnement éditorial des principaux titres de la presse française.

Si certains jeunes interrogés estiment que leur temps passé à s'informer est insuffisant, et leur exposition à l'actualité assez limitée, ils rappellent néanmoins l'existence d'autres vecteurs d'informations, tels que les cours dispensés par les enseignants, mais aussi les discussions, très fréquentes, sur l'actualité et la politique avec leurs camarades de promotion. Parmi ces derniers, certains sont perçus comme « très informés » et très politisés, n'hésitant pas à discuter régulièrement de sujets d'actualité ou de politique avec la classe ou la promotion. Ces jeunes, qui présentent toutes les caractéristiques des « leaders d'opinion » et que l'on retrouve dans le groupe des « passionnés » exercent en effet sur leurs camarades une certaine influence, non pas en termes de conversion d'opinions, mais davantage dans leur capacité à inciter leurs camarades à s'informer sur certains sujets présentés comme importants ou sensibles. Cette forme de « bouche à oreille » participe bien également à l'information des jeunes « intermittents ». Il convient alors de ne pas oublier que l'exposition des jeunes à l'actualité sur les réseaux sociaux « virtuels » est rarement désarticulée des instances de socialisations bien réelles que sont l'École et les groupes de pairs.

Enfin, une autre différence notable qui distingue les « intermittents » des « passionnés » concerne leur faible propension à partager et à commenter sur leurs murs les articles de presse consommés, et plus encore à exprimer leur opinion sur Internet. Rares en effet sont les jeunes interrogés (et dont nous avons pu observer les comptes sur les réseaux sociaux Facebook et Twitter) à partager et à commenter des articles d'information sur leurs murs ; et plus rares encore sont ceux qui partagent des articles consacrés à la politique « politicienne » (c'est-à-dire des articles en rapport avec les prises de position de personnalités politiques). Les sujets en rapport avec la vie politique institutionnelle et partisane sont majoritairement perçus comme trop clivants et sont ainsi « évités » (Eliasoph, 1998), au profit de sujets jugés plus « consensuels », tels que l'environnement (sujet le plus partagé par ce groupe d'enquêtés), et dans une moindre mesure le féminisme et la politique étrangère de dirigeants « populistes » suscitant l'unanimité contre eux (on observe un certain nombre d'articles consacrés aux frasques du président Donald Trump, du président brésilien Jair Bolsonaro ou de l'ancien ministre de l'intérieur italien Mattéo Salvini). Comme nous l'avons précédemment évoqué dans ce rapport, la propension à prendre position politiquement sur Internet nécessite, outre un niveau d'intérêt élevé pour la politique, un engagement politique assumé et connu de l'entourage, mais aussi une faible attention accordée au principe de non-séparation des publics en vigueur sur les réseaux sociaux. Et à l'inverse, c'est bien le fait d'avoir comme « amis » sur les réseaux sociaux des individus (camarades, amis, famille, etc.) de différents bords politiques, mais aussi avec différents niveaux de politisation, qui explique en très grande partie la forte réticence des « intermittents » à prendre position sur des sujets politiquement jugés trop clivants (cf. portrait 2).

C'est uniquement en période de haute conjoncture politique (comme lors de l'élection présidentielle de 2017, qui constitue pour beaucoup d'enquêtés leur premier vote), que l'on peut observer, sur le mur d'une minorité d'« intermittents », le partage de contenus politiques, en lien avec la campagne. Mais des contenus politiques qui ne trahissent pas nécessairement un positionnement politique explicite. Si les articles partagés évoquent bien la campagne, ils abordent le plus souvent des sujets relatifs à la compétition électorale (résultats de sondage, décryptage de débats télévisés, etc.) plus qu'ils ne trahissent une opinion personnelle sur les candidats. De manière analogue, les contenus politiques « humoristiques » (articles du site parodique *Le Gorafi*, etc.) rencontrent également un relatif succès. Ils permettent ainsi aux « intermittents » de s'exprimer sur la campagne électorale – montrant par là même qu'ils sont légitimes à s'exprimer sur ce sujet, étant étudiants dans des formations en rapport avec la politique – sans toutefois

prendre position de manière explicite pour un candidat. *In fine*, les « intermittents » se placent davantage dans un rôle d'observateur de la campagne, plus qu'ils ne prennent part de manière active et publicisée à la compétition électorale. Notons enfin que c'est également uniquement en période de forte conjoncture politique que les « intermittents » consomment des informations politiques « à la source », sur les sites des partis politiques ou des candidats, notamment afin de consulter leurs programmes électoraux, ou en visionnant des vidéos politiques sur Youtube.

En résumé, ce second groupe d'enquêtés se différencie du premier par une consommation d'informations plus passive, par une stratégie d'évitement des contenus politiques jugés trop clivants sur les réseaux sociaux, et par une participation en ligne plus sensible à la conjoncture politique. Néanmoins, dans ses différentes dimensions, le numérique constitue bien, avec le vote, le principal vecteur et support de la participation politique des « intermittents ».

Portrait 2. Grégoire et Chloé, un rapport « prudent » à la participation en ligne

Tous deux nés en 1999, Grégoire et Chloé sont en première année de classe préparatoire littéraire dans un lycée privé d'un quartier bourgeois de Lille. Grégoire a suivi toute sa scolarité dans l'enseignement catholique dans une commune aisée de l'agglomération lilloise. Son père est chef d'entreprise, sa mère professeure de physique, après avoir été cadre d'entreprise. Tous deux ont voté pour François Fillon au premier tour de l'élection présidentielle de 2017. Grégoire n'avait pas encore le droit de vote à cette date, mais aurait souhaité voter pour François Fillon également, même s'il se sent aujourd'hui plus proche de la politique d'Emmanuel Macron. Chloé a également suivi une scolarité dans l'enseignement privé catholique dans différentes communes du Nord. Sa mère est aide-soignante, son père contremaître dans une entreprise de levure (il y est entré sans diplôme, puis a progressivement gravi les échelons en interne). Son père est de droite et a voté François Fillon, tandis que le vote de sa mère, « peu investie en politique », lui est inconnu. Chloé, quant à elle, a voté pour Jean-Luc Mélenchon, bien qu'elle présente son vote comme « une erreur de jeunesse », et s'avère aujourd'hui plus distante vis-à-vis de l'offre politique.

Grégoire et Chloé entretiennent tous deux un rapport à l'actualité en grande partie façonné par les normes informationnelles assimilées durant leurs études en classe préparatoire. S'il est probable que la situation spécifique de l'entretien (réalisé avec un enseignant d'IEP, une institution qu'ils convoitent) les ait conduits à valoriser dans leurs réponses ce qu'ils pensent être les qualités attendues d'un futur élève de grande école, l'observation simultanée de leurs comptes sur les réseaux sociaux laisse à penser que leurs pratiques sont relativement ajustées à leurs discours.

« La particularité en prépa BL c'est qu'on s'informe un peu tous, on en parle déjà tous ensemble, on ne va pas rater une information. Aussi, on a appris cette année à plus s'informer, par les cours justement, où de temps en temps on doit faire des espèces de revues de presse en anglais. Donc je pense que ça nous a poussés à beaucoup plus lire ; après je sais que moi je lis beaucoup sur mon smartphone. » (Chloé.)

Le rapport à l'information de Chloé a changé depuis son arrivée en classe préopératoire, avec l'assimilation progressive des normes de l'institution, appréhendée comme un réel « apprentissage ». L'intériorisation de cette norme informative se traduit de différentes manières, à commencer par une plus grande exposition à l'actualité, via les applications de médias sur téléphone mobile et l'abonnement à ces mêmes médias sur les réseaux sociaux (Facebook et, dans une moindre mesure, Twitter). Chloé a ainsi téléchargé depuis son

arrivée en classe préparatoire diverses applications d'informations sur son téléphone : *France Info*, *The Guardian*, *BBC News*, *Courrier International* et *El Pais*. La prédominance de médias en langue étrangère lui « permet de travailler la langue et en même temps d'avoir les infos ». L'importance accordée aux médias étrangers constitue un exemple typique de l'intériorisation de cette norme informationnelle et trahit bien un rapport « intéressé » à l'actualité, dont Chloé attend un rendement à court terme (répondre aux injonctions de sa professeure d'anglais) et à moyen et long terme (améliorer son niveau de langue). Elle consulte ses différentes applications le matin en petit-déjeunant, mais surtout lorsqu'elle reçoit des « alertes », c'est-à-dire des notifications apparaissant sur son écran d'accueil :

« Je lis surtout quand j'ai l'info qui pop en notification, du coup souvent ce sont des sujets assez importants, donc ça me permet de lire, bon, si c'est les scores du foot, je ne vais peut-être pas ouvrir, mais si c'est quelque chose d'intéressant, je vais ouvrir ».

Les sujets jugés « importants » sont ceux en lien avec les informations internationales, car elles peuvent être, là aussi, assez rapidement réinvesties en cours (davantage que l'actualité en lien avec la vie politique partisane par exemple). Grégoire lui aussi dispose d'un certain nombre d'applications d'informations sur son téléphone, en langues française, anglaise et espagnole. Mais c'est avant tout via Facebook qu'il s'informe le plus régulièrement. Il est ainsi abonné à un grand nombre de pages de médias, notamment celles du *Monde*, du *Figaro*, de *Libération*, du *Times*, de la BBC et du *Guardian* dont il consulte le plus fréquemment les articles :

« Moi ce que j'aime bien c'est avoir différentes sources d'opinions en fonction des journaux, notamment je disais, *Libération*, *Le Monde*, *Le Figaro*, ça permet d'avoir un traitement de l'information qui est plutôt différent. Après, même chose au niveau de l'actualité internationale, c'est le *Times*, la BBC, le *Guardian*, qui sont des médias qui, en plus de nous faire travailler l'anglais, font qu'il y a un traitement de l'actualité et des sujets qui est un peu plus approfondi, ce qui est normal quand on a un média comme le *Times* qui nous parle du mur de Trump ou du Brexit au Royaume-Uni, c'est plus approfondi, plus fouillé. Il y a aussi je trouve cette manière de confronter les informations en fonction des médias français, et d'ajouter la plus-value de l'international et de la langue anglaise. » (Grégoire.)

Le rapport très scolaire et normé de Grégoire à l'information s'exprime ici par différents aspects : l'usage « utilitaire » des informations de langue anglaise ; la nécessité revendiquée de croiser les sources et les points de vue, facteur de « plus-value » ; et la capacité à identifier et hiérarchiser la légitimité des différentes sources médiatiques. Chloé également met en exergue le caractère légitime des sources d'informations qu'elle consulte sur Facebook, comparativement à celles partagées par certains membres de son entourage :

« Dans mes amis je peux avoir de la famille à qui je ne parle pas forcément, qui est un peu loin, et qui peuvent partager des fois des fake news ou des sites pas du tout connus, pas reconnus ; et donc ce ne sont pas des choses que je consulte, même si je tombe là-dessus souvent. »

Bien que Chloé comme Grégoire aient ainsi assimilé les normes scolaires légitimes en matière d'informations, leur consommation effective de l'actualité reste cependant très dépendante du temps qu'ils ont à leur disposition, variable selon les aléas de leur charge de travail durant l'année. En dehors des travaux scolaires centrés sur l'actualité, leur consommation d'informations s'apparente davantage à une simple veille (lecture des principaux titres du jour) plutôt qu'à une consommation approfondie des titres (que cela soit sur les applications ou les réseaux sociaux). La campagne pour l'élection présidentielle de 2017 (ils étaient alors en terminale) représente néanmoins pour Chloé et Grégoire une période « extra-ordinaire » en termes de suivi de l'actualité politique. Tous deux se souviennent avoir suivi la campagne avec intérêt, et plus particulièrement Grégoire, même s'il n'avait pas encore le droit

de vote. En complément des réseaux sociaux, la plateforme de vidéos Youtube a été pour les deux futurs bacheliers un vecteur privilégié d'informations :

« Oui, Benoît Hamon l'a fait peu aussi, Marine Le Pen et Philippot l'ont fait aussi un petit peu. En général ils développaient un peu leurs programmes, parce que mine de rien, j'allais aussi sur les sites des candidats, mais il y a un moment...prenez par exemple le programme de Mélenchon ou de Fillon, c'est quand même 50 pages en PDF avec leur programme, on lit les titres, on lit en diagonal, mais c'est quand même... Déjà on lit les titres, je ne pense pas que beaucoup de jeunes de 18 ans les lisaient à ce moment-là ! Donc ils décryptaient un peu leurs programmes, et c'est pas mal. » (Grégoire.)

Le média social permet ainsi pour partie de répondre à deux injonctions contradictoires : la volonté, d'une part, de s'informer des programmes des candidats, en réponse à la norme « citoyenne » consistant à produire un vote « éclairé » (norme toute « théorique » pour Grégoire qui n'avait pas encore le droit de vote, et assez éloignée de la réalité des faits pour Chloé, son vote s'expliquant davantage par des effets croisés de socialisation) et, de l'autre, la nécessité de réduire le coût consacré à s'informer.

En matière de publication et de partage de contenus politiques sur les réseaux sociaux, Chloé et Grégoire partagent une attitude relativement similaire. Tous deux ne s'expriment que très rarement en matière de politique. Les très rares contenus publiés, sous la forme d'articles de presse relayés et commentés « en première personne », concernent des sujets jugés « consensuels », comme l'écologie, à la différence de sujet plus explicitement politiques (c'est-à-dire relatifs à l'activité du champ politique et de ses acteurs), considérés comme trop clivants :

« Je partage des contenus un peu neutres, comme l'écologie, ça touche tout le monde, donc je ne m'expose pas vraiment politiquement. Je ne vais pas partager le candidat pour qui j'ai voté, ce genre de choses... C'est toujours un petit peu gênant de balancer des contenus très politisés. Sur l'écologie, on peut souvent trouver des consensus, enfin, je sais que sur mon Facebook, on trouve quand même des consensus qui sont plutôt majoritaires. Après, on se trouve facilement dans des clivages où ça va être compliqué de trouver à un moment une explication rationnelle, ce qui fait que si c'est pour créer des débats haineux dans les commentaires... » (Grégoire.)

La conception du débat démocratique défendue par Grégoire – reposant sur l'idéal d'un échange délibératif d'arguments rationnels devant aboutir *in fine* à un accord consensuel – est, comme son rapport à l'information, façonné par les normes inculquées par l'institution scolaire. Or les contenus politiques « partisans » génèrent à ses yeux des échanges au contraire très virulents sur les réseaux sociaux et il les juge, de ce fait, peu intéressants :

« Je partage assez peu, je commente assez peu, parce qu'en général sur Facebook, c'est plutôt du déferlement de haine pas tellement utile dans les commentaires, plutôt que quelque chose de vraiment approfondi. Donc je ne partage pas énormément. » (Grégoire.)

Cette réticence à initier ou à prendre part à des échanges clivants sur Facebook s'explique en partie par l'évolution de la composition sociologique de son répertoire d'« amis », et sa volonté concomitante de « séparer les publics ». En effet lorsqu'il était au collège puis au lycée, au sein d'une institution privée catholique, les « amis » de Grégoire sur Facebook étaient relativement homogènes socialement (essentiellement des enfants de cadres du privé et des chefs d'entreprises), et de ce fait politiquement (droite conservatrice). Mais l'arrivée en classe préparatoire littéraire et la mise en relation sur Facebook avec ses nouveaux camarades entraîne une très nette diversification de la composition de son cercle « amical » sur ce réseau social :

« Il y a vraiment de tout dans mes amis, ça serait une bonne analyse sociologique [rires]. Là où j'étais au lycée, j'étais beaucoup plus d'accord avec les gens avec qui j'étais parce qu'on était plus dans le même

moule politique. On était dans le privé, un peu catholique, donc on était plutôt dans des tendances centre-droite, droite. Et là, en prépa lettres, forcément on se retrouve...c'est un peu la douche froide dès le début de l'année, où aujourd'hui... Il y a plus de diversité, on est moins dans le même moule, on est plus dans du centre, centre-gauche. Donc forcément, il y a des choses sur lesquelles il n'y avait aucune contestation quand j'étais au lycée, sur lesquelles maintenant ça fait hurler les foules. » (Grégoire.)

Si le public étudiant de la classe préparatoire du lycée (privée) de Grégoire et Chloé est tout aussi sélectif socialement, il fait néanmoins une plus grande place aux enfants issus de la petite bourgeoisie culturelle (enfants d'enseignants, de cadres de la fonction publique, etc.) avec un positionnement politique plus orienté à gauche, entraînant bien une relative diversification sociale, et surtout politique, du cercle amical. De ce fait, Grégoire se retrouve beaucoup plus réticent que par le passé à parler de politique sur son mur Facebook. Étant donné la diversité des publics qui composent désormais son cercle amical, il préfère ainsi adopter une stratégie d'évitement du politique en ligne : « Avant, quand je partageais quelque chose, je savais que ça allait se retrouver dans le même cercle ; là, le cercle de la prépa c'est un petit peu plus compliqué, je préfère pas... ». Ce qui ne l'empêche pas de discuter de sujets d'actualité et de politique dans « la vie réelle », y compris avec des camarades d'un bord politique différent du sien. Mais dans « la vie réelle », il lui est possible de connaître et de contrôler le périmètre des « amis » avec lesquels il peut en débattre et ainsi ajuster son propos en fonction de la situation d'interaction, en bref de « séparer les publics ». Chloé également publie très peu de contenus de politique « politicienne » sur son mur Facebook, pour les mêmes raisons. Néanmoins, l'hétérogénéité de son cercle amical tient moins aux positionnements politiques différents de ses différents groupes d'« amis » qu'à leur inégal niveau de politisation. Certains de ses « amis » (membres de la famille, amis de lycée, etc.) apparaissent en effet à ses yeux comme moins politisés, et de ce fait potentiellement moins intéressés par des articles « politiques » qu'elle pourrait être amenée à commenter sur son mur. Ainsi, c'est cette même réticence, exprimée selon une modalité différente, qui explique là aussi cette stratégie d'évitement du politique en ligne. Facebook est alors dédié à un usage exclusivement récréatif et de divertissement, mais aussi à des discussions avec les camarades de classe (sur les travaux à rendre, l'emploi du temps, etc., mais aussi sur des discussions plus informelles) *via* les groupes privés et les discussions sur Messenger, la messagerie instantanée du réseau social.

5.3 Les « distants » : un rapport oblique à la participation politique en ligne

L'ACM fait apparaître un troisième groupe d'enquêtés (cadran ouest du graphique 1), à bien des égards différents des deux premiers. Il est composé essentiellement d'étudiants de BTS, d'IUT et d'AES. Des étudiants qui ne partagent pas tout à fait le même *habitus*, ni le même rapport aux études. Peu de choses *a priori* semblent en effet rapprocher les modes de vie des étudiants d'un IUT d'une petite ville rurale isolée du département du Lot (de moins de 10 000 habitants), d'un lycée professionnel d'une ville ouvrière du Nord (72 % de la population active de la commune est composée d'ouvriers et d'employés) et ceux de l'université Paris 13 en Seine-Saint-Denis, département le plus pauvre et métissé de France. Pourtant, l'enquête fait ressortir de nombreuses similitudes entre ces différents publics, notamment en ce qui concerne leur rapport à la participation politique en ligne, et plus largement aux champs médiatique et politique. La présence d'une part significative d'enfants d'ouvriers et d'employés dans chacune de ces formations constitue une des principales explications à ces similitudes (52 % des

étudiants d'AES, 39 % de BTS et 33 % d'IUT, cf. tableau 1). Si par la suite, nous insisterons sur les caractéristiques communes de ces enquêtés « distants », notamment au regard de ce qui les différencie des « passionnés » et des « intermittents », il convient de ne pas perdre de vue les différences importantes qui existent au sein de ce troisième groupe entre ces différents publics.

Le principal trait caractéristique des « distants » est sans aucun doute leur très faible recours à la participation politique en ligne, et ce dans toutes ses formes, à commencer par la publication de messages politiques. Y compris en période électorale, très rares en effet sont les enquêtés à publier sur le numérique leurs opinions à propos de sujets politiques ou d'actualité, ou même à relayer et commenter des articles de de presse. À ce titre, il est significatif de souligner que Facebook n'apparaît pas aux yeux des « distants » comme un espace propice aux débats politiques et aux échanges sur l'actualité, et encore moins comme un espace de prise de position. Il s'agit là d'une première différence avec les étudiants des filières sélectives, qui, bien qu'appréhendant également ce réseau social comme un espace principalement dédié aux échanges amicaux et aux divertissements, en développent néanmoins, à des degrés certes différents, des usages également informatifs et parfois politiques comme on l'a vu précédemment. Pour le groupe des « distants », parler de politique sur Facebook apparaît au contraire inapproprié, hors de propos :

« Je trouve ça un peu nul [de parler de politique sur internet] surtout sur Facebook. À la limite d'en parler avec des gens autour, ok, mais sur Facebook ça n'a pas lieu d'être.

– Pourquoi ?

– Je ne sais pas, c'est un peu personnel, et puis je trouve que globalement les gens racontent trop leur vie sur les réseaux, on s'en fiche de savoir ce qu'ils pensent. » (Michael, 20 ans, étudiant en première année d'IUT, père et mère agriculteurs, préfère garder son vote secret.)

Plusieurs éléments permettent d'expliquer cette réticence à exprimer son opinion politique sur ce réseau social, et plus largement à l'appréhender comme un espace dédié au débat public. Il s'agit pour partie des mêmes facteurs qui permettent d'expliquer la réticence des « intermittents » à s'exprimer politiquement en ligne : la présence de groupes d'« amis » socialement et politiquement hétérogènes (et dont on ne connaît pas forcément le positionnement politique) et la tendance à l'« évitement du politique » qui en découle. À la diversité sociale et politique des « amis » Facebook, les « distants » soulignent plus encore la diversité générationnelle propre à ce réseau social, comparativement à d'autres réseaux (Snapchat, Instagram, etc.) davantage inscrits dans un entre-soi générationnel : la présence des parents, voire des grands-parents incite en effet une grande partie des enquêtés à délaisser ce réseau social, ou tout du moins à ne plus s'y exprimer (sur des sujets jugés futiles comme plus sérieux, à l'instar de la politique). Plus encore, beaucoup d'étudiants expliquent ne pas comprendre l'intérêt de s'exprimer sur ces questions « lorsqu'on n'a pas grand-chose à dire » et à lire des contributions « amicales » jugées « sans intérêt ». Une partie des « distants » s'estime ainsi assez peu légitime à s'exprimer sur les sujets politiques sur des réseaux sociaux, considérés, à tort ou à raison, comme des espaces publics ou semi-publics (Cardon, Delaunay-Téterel, 2006), tout comme ils n'accordent que peu de crédit aux prises de position de leurs pairs – jugés tout aussi peu légitimes qu'eux à s'exprimer. On touche ici à un phénomène bien connu de la sociologie politique, relatif à la compétence, ou plus précisément au manque de compétence « statuaire » – définie comme le « sentiment [de ne pas] être fondé à s'occuper de politique, [de ne pas] être autorisé à parler de politique » (Bourdieu, 1979) – des individus issus des catégories populaires. Si pour autant les étudiants de BTS, IUT et AES ne rejettent pas totalement l'univers politique – à l'inverse des jeunes des E2C comme nous le verrons plus loin – ils ne s'estiment pas suffisamment informés, ou ne serait-ce qu'intéressés, pour prétendre « publiciser » leurs opinions sur les réseaux sociaux. Enfin, une dernière hypothèse explicative de cette absence d'expression politique en ligne peut être sans doute avancée, du moins

pour une minorité d'enquêtés proche des idées du Rassemblement national. Si seulement deux enquêtés nous ont confié lors de leur entretien avoir voté pour ce parti politique en 2017, il est fort probable que d'autres n'aient pas osé l'avouer (surtout en BTS et en IUT), comme en attestent plusieurs indices (le fait de souhaiter garder, avec une certaine gêne, son vote secret, ou bien de prétendre avoir un positionnement « à contre-courant », ou encore d'avoir des parents électeurs de ce parti, etc.). Or, à l'instar de ce que l'on enregistre avec les sondages d'opinion, il existe certainement chez ces enquêtés un phénomène d'autocensure concernant ces questions et une certaine appréhension à s'exprimer sur des sujets politiques qui pourront potentiellement les stigmatiser.

En matière de consommation médiatique, le groupe des « distants » se différencie également sensiblement de celui des « passionnés » et des « intermittents ». Si, à l'instar de ces derniers, s'informer sur l'actualité nationale et internationale est une norme scolaire bien identifiée, elle est en revanche bien moins intériorisée et valorisée dans leurs cercles amicaux. Suivre l'actualité apparaît en réalité comme une injonction scolaire de second ordre, loin d'être la plus déterminante pour la réussite de leurs études et leur future vie professionnelle. S'informer ne s'apparente en définitive ni à un besoin (comme pour le groupe des « passionnés ») ni à une nécessité (comme pour le groupe des « intermittents ») mais à une contrainte, comme quelque chose de « trop sérieux », rappelant de bien des manières l'univers scolaire :

« Quand je rentre le soir il est tard, les émissions télé sont finies, et je n'ai pas envie de me prendre la tête avec ça, de me concentrer, et encore moins de lire des trucs sérieux, alors qu'on la fait toute la journée, je regarde plus des séries. » (Manon, 20 ans, étudiante d'IUT.)

À la différence des étudiants des filières sélectives et politisées, l'entrée dans l'enseignement supérieur des étudiants des filières courtes et d'AES a entraîné une rupture vis-à-vis de leurs pratiques informationnelles préexistantes, qui se traduit en premier lieu par une bien plus faible consommation de l'actualité. À l'IUT notamment – là où la proportion d'étudiants ne résidant pas chez leurs parents est la plus forte –, beaucoup d'étudiants affirment moins s'informer depuis qu'ils ont quitté le domicile parental, où ils avaient l'habitude de regarder et de commenter le journal télévisé en famille à l'heure du repas. Un certain nombre d'enquêtés estiment ainsi avoir l'impression d'évoluer dans une « bulle » au sein de leur IUT, comme coupés du monde. Il est difficile de déterminer dans quelle mesure cette moindre exposition à l'information est temporaire ou non : correspond-elle à une parenthèse propre à l'âge étudiant ? Ou traduit-elle une rupture générationnelle, du fait du déclin de la durée d'écoute de la télévision chez les jeunes (la télévision étant le principal vecteur d'informations dans les classes populaires) ? La difficulté réside ici dans le fait que la transformation très rapide des modalités d'informations (avec l'apparition du numérique et des réseaux sociaux) et le manque de recul historique ne permettent pas de déterminer avec certitude la nature conjoncturelle ou structurelle de cette plus faible consommation de l'actualité chez ces publics.

Les « distants » ne sont pas pour autant totalement déconnectés de l'actualité et, comme les étudiants des filières sélectives, ils privilégient le numérique pour se tenir informés ne serait-ce qu'*à minima*. Néanmoins, leurs modalités d'informations privilégiées sur le numérique apparaissent très différentes de celles des « passionnés » et des « intermittents ». Tout se passe en effet comme si ces jeunes, issus pour une large part des catégories populaires, avaient importé sur le numérique l'écosystème informationnel de leur milieu social d'origine. Ainsi, les applications mobiles téléchargées, ou les pages de médias auxquelles les enquêtés sont abonnés sur Facebook, sont souvent celles de titres de la presse quotidienne régionale (du lieu de résidence parental), de médias audiovisuels (BFMTV, TF1 News, RMC,

etc.), et, dans une moindre mesure, de la presse gratuite (*20 minutes*, *CNEWS*, etc.) et « populaire » (*Le Parisien*, *Aujourd'hui en France*, etc.). De manière analogue, le format « vidéo » est bien souvent privilégié à celui de l'écrit. Y compris sur des sites de presse « légitimes », comme celui du *Monde*, le format vidéo est plébiscité par ces enquêtés. À ce titre, les pages « Brut » et « Konbini », qui proposent précisément des contenus axés sur ces formats courts, connaissent un certain succès auprès des étudiants interrogés. Les articles écrits sont quant à eux pour la plupart délaissés, une fois passé la lecture de leur titre et de leur chapeau sur les réseaux sociaux.

La nature des biens médiatiques consommés est elle aussi assez typique des pratiques médiatiques des classes populaires (Goulet, 2010). À la différence des étudiants identifiés dans les précédents groupes, les sujets relatifs à l'actualité internationale, économique et politique sont négligés, au profit de l'actualité sportive (et particulièrement footballistique) et les faits divers. Comme l'avait souligné Vincent Goulet (2010), la faible consommation des classes populaires de biens médiatiques en lien avec l'actualité politique et internationale doit se lire à travers le prisme de la quasi-absence de micromarchés discursifs où ces biens pourraient être réinvestis et valorisés. Il apparaît en effet que les étudiants issus des formations non sélectives parlent très peu de politique et d'actualité avec leurs camarades de promotion, à la différence des étudiants des filières politisées. *A contrario*, l'actualité sportive et les faits divers semblent bien servir de monnaie d'échange dans les discussions ordinaires. Les étudiants de sexe masculin sont ainsi très nombreux à signaler suivre quotidiennement l'actualité sportive, que cela soit sur des applications dédiés, des pages sur les réseaux sociaux ou directement sur les sites des médias (*L'Équipe*, etc.). On peut d'ailleurs remarquer qu'un certain nombre n'hésitent pas à relayer et commenter ces articles d'actualité sportive sur leurs murs ou dans les commentaires d'article, comme le font les « passionnés » à propos de la politique. Preuve s'il est que s'emparer des possibilités techniques « expressives » offertes par les nouveaux outils numériques présuppose et nécessite de se sentir « compétent » sur un sujet donné, qu'il s'agisse ici de football, ou ailleurs de politique internationale.

En parallèle du sport et des faits divers, sujets de conversion de prédilection des classes populaires, les entretiens permettent de mettre en avant d'autres biens informationnels consommés par ces publics. Il s'agit de biens qualifiés de « viraux » sur les réseaux sociaux, partagés et commentés en grand nombre et figurant au « top des tendances ». Ces biens viraux, qui se présentent le plus souvent sous la forme de vidéos amateurs tournées aux moyens d'un téléphone mobile, de courts messages à relayer pour former « une chaîne », ou encore de memes, peuvent concerner une grande variété de sujets de la vie quotidienne, sans être nécessairement relayés par les principaux médias d'informations. « S'informer sur internet » est ainsi compris par un certain nombre d'enquêtés comme le fait de « faire le tour des réseaux sociaux » – pour reprendre une expression fréquemment employée par ces enquêtés – afin de « voir ce qu'il se passe », à savoir repérer les contenus viraux dont tout le monde parle. Il est néanmoins assez rare que la politique s'invite dans ces informations les plus partagées, qui abordent avant tout les divers sujets de la vie quotidienne. La seule exception concerne une fois encore les phases de haute conjoncture politique que sont les campagnes présidentielles. C'est uniquement durant ces périodes que les « distants » consomment des biens viraux en rapport avec la politique sur les réseaux sociaux (sous formes de vidéos Youtube, d'extraits d'émission de télévision, de memes, etc.), notamment lorsqu'ils se présentent sous un format humoristique. L'humour permet ainsi de mettre à distance les acteurs politiques, tout en s'intéressant de manière détournée à l'actualité de la campagne.

In fine, en dehors de ces périodes politiques littéralement « *extra-ordinaire* », la participation politique en ligne des jeunes « distants » s'avère très limitée, y compris, et c'est là une différence notable avec le groupe des « intermittents », en matière de consommation de biens politiques.

Portrait 3. Michael, un rapport distant à la politique

Michael est en première année de DUT techniques de commercialisation à l'IUT de Figeac. Originaire d'un village de 3 000 habitants à côté de Rodez en Aveyron, il suit une scolarité dans le public, puis, après une seconde générale, s'oriente vers un baccalauréat de sciences et technologies du management et de la gestion (STMG). Il choisit l'IUT en raison de son cadre rural (« je ne voulais pas être dans une grande ville ») et de sa proximité avec le domicile parental (« je peux rentrer chez moi tous les week-ends »). Michael commence à ressentir un « ras-le-bol des cours », et aimerait « être dans le concret », sans toutefois être pressé d'entrer dans la vie active. Ses deux parents sont agriculteurs, chacun gérant une exploitation léguée par leurs parents respectifs (les grands-parents de Michael). S'il n'exclut pas un jour de reprendre à son tour une exploitation, il renvoie cette question à un horizon lointain, d'autant plus que son frère aîné travaille déjà à la ferme et entend prendre la relève. La question de son orientation politique comme celle de ses parents soulève une certaine gêne. Il déclare ne plus se souvenir du vote de ses parents à la dernière présidentielle, ni même de son propre vote (qui était pourtant son premier) tout en soulignant que dans son entourage « au final, il y en a pas mal qui ont voté Le Pen au premier tour, en pensant qu'elle n'allait jamais être élue ». Si Michael ne souhaite donc pas s'étendre sur son vote (ce qui permet sans doute d'expliquer sa faible propension à exprimer ses opinions en ligne, comme nous le verrons plus loin) il exprime en revanche de la sympathie pour ceux qu'il appelle les « petits candidats » :

« J'ai regardé le premier débat [télévisé du premier tour], ça m'avait marqué je me souviens que Poutou ne s'était pas laissé faire. Mais je ne crois pas que j'avais regardé le second, entre les deux tours. [...] Moi je trouve que la vision de certains petits se rapproche plus de nous, je serais plus tenté d'être d'accord avec eux, mais après on sait qu'ils veulent beaucoup de choses mais ce n'est pas forcément réalisable. Sinon j'aime bien leur façon de penser.

– Vous pensez à qui en particulier ?

– Poutou, Lasalle, des gens comme ça, qui sont plus comme nous que Macron et tout ça. »

Sa connaissance des « petits candidats » dénote bien un certain intérêt accordé à la politique, ou du moins à la compétition électorale, même si les schèmes d'évaluation du personnel politique mobilisés s'éloignent de la conception « savante » de la compétence politique, définie comme « la possession des connaissances savantes et pratiques nécessaires pour produire des actions et des jugements proprement politiques » (Bourdieu, 1979). Ainsi, Michael évalue les candidats en fonction de leur *ethos* de classe et de leur mise à distance de la professionnalisation de la politique et de ses codes davantage qu'en fonction de leurs programmes et leur idéologie (peu de points communs programmatiques ou idéologiques entre Philippe Poutou et Jean Lassalle peuvent être mis en avant). Ce rejet de la professionnalisation politique explique alors sa faible appétence pour l'actualité politique « ordinaire » (en dehors des campagnes électorales) et sa faible consommation de biens informationnels relatifs à l'activité du champ politique spécialisé. C'est uniquement durant la campagne présidentielle de 2017 que Michael s'est « vite fait » informé sur la campagne, pour reprendre ses mots, principalement à travers quelques recherches sur Google, afin de « savoir ce qu'il se dit sur les candidats ».

En dehors de ces périodes de haute conjoncture politique, et plus encore depuis qu'il suit ses études à l'IUT et qu'il ne fréquente plus le domicile parental la semaine, Michael s'informe très peu de l'actualité politique et internationale. Lorsqu'il vivait encore la semaine chez ses parents il regardait le journal télévisé en famille à l'heure du repas. S'il a bien une télévision dans sa chambre étudiante, elle reste la plupart du temps éteinte, l'écran étant jugé « trop petit » pour qu'il soit jugé intéressant de la regarder. Les week-ends, désormais dédiés à sa famille et à ses amis d'enfance et de lycée, ne lui laissent plus le temps de regarder la télévision. Tout au plus, Michaël feuillette rapidement le journal (*Centre Presse*) chez sa grand-mère lorsqu'il s'y rend le week-end : « Je regarde les résultats sportifs et je jette un coup d'œil, voir s'il y a des choses par chez nous. » *Centre Presse* est d'ailleurs le seul média d'informations auquel il est « abonné » sur Facebook, et lui permet de rester en contact avec son environnement familial, qu'il entend retrouver aussi tôt son DUT obtenu. Cet abonnement lui permet également de se tenir informé des « grands titres » de l'actualité nationale. S'il n'ouvre quasiment jamais les articles qui lui sont proposés dans son fil d'actualité, certains sujets peuvent néanmoins susciter un intérêt, notamment lorsqu'ils génèrent des discussions au sein de son entourage. La dernière actualité ayant marqué la mémoire de Michael concerne un fait divers qu'il a commenté avec ses camarades de l'IUT : le sauvetage d'un enfant suspendu à un balcon par un immigré malien (depuis naturalisé), filmé par un téléphone. Cette vidéo « virale », partagée par ses amis sur Facebook, a ainsi nourri des échanges avec ses camarades de promotion. En revanche, très peu de ses « amis » relaient ou commentent des sujets proprement politiques sur le réseau social.

« Je m'en rappelle d'un ami, c'est un monsieur qui tenait un kebab et qui était révolté que Le Pen soit passé au premier tour. Je me rappelle, il disait plein de trucs, et ensuite il y avait plein de gens qui réagissaient. Voilà, après je trouve ça un peu nul. »

La politique apparaît ainsi comme un sujet trop clivant pour être discuté sur un réseau social amical, d'autant plus lorsqu'il s'agit d'une question jugée aussi sensible. La présence de membres de son entourage sur le réseau social assumant « publiquement » leur vote pour le Rassemblement national, confrontée à celle (plus rare) d'« amis » rejetant ces idées, crée chez Michael un malaise et une certaine gêne, lui-même n'assumant pas publiquement ses opinions et préférant en débattre, on peut le supposer, seulement avec des amis disposés à ne pas condamner son positionnement politique.

Pour autant, et comme il le souligne lui-même, son refus d'exprimer ses opinions ne concerne pas uniquement les sujets politiques sensibles. Y compris sur des thèmes plus anodins, Michael refuse de « raconter sa vie » et se mettre en scène sur les réseaux sociaux. S'il est ainsi par exemple un important consommateur de l'actualité sportive – il est abonné à un grand nombre de pages (L'Équipe, Foot mercato, etc.) et lit régulièrement des articles et des résultats sportifs sur le réseau social –, il ne s'exprime jamais à ce sujet, contrairement à un certain nombre de ses camarades qui n'hésitent pas à relayer et commenter des articles relatifs à l'actualité sportive. De manière analogue, Michael ne publie quasiment aucun message ou aucune photo sur son profil, les seuls contenus publiés que l'on peut lire sur son mur depuis plusieurs années sont des messages qui lui sont adressés le jour de son anniversaire. Plus généralement, Michael ne souhaite pas consacrer trop de temps aux réseaux sociaux, qu'il juge en définitive « pas très intéressants », et préfère consacrer son temps libre à des moments de détente entre amis (soirée, apéritifs, etc.) et au sport. Le numérique occupe somme toute une place relativement restreinte dans sa vie.

5.4 Les jeunes décrocheurs scolaires ou les « invisibles » de la participation en ligne

Enfin, l'enquête met en lumière un quatrième et dernier groupe d'enquêtés, composé quasi-exclusivement de jeunes inscrits au sein des écoles de la 2^e chance (E2C) de la région lilloise. Ce dernier groupe, socialement homogène, peut être appréhendé comme un « cas-limite », en tout point opposé au groupe des « passionnés ». Précisons tout d'abord que les jeunes enquêtés des E2C ne sont pas des étudiants, à la différence des autres publics interrogés, mais bien des décrocheurs scolaires en cours de réinsertion sociale et professionnelle. S'adressant à des jeunes qui ont quitté le système scolaire sans diplôme ni qualification (beaucoup d'enquêtés n'ont pas obtenu le CAP ou le baccalauréat professionnel qu'ils convoitaient), les E2C ont pour objectif de les réinsérer dans le tissu social et de les aider à intégrer le marché de l'emploi, à court terme (*via* la recherche d'un emploi sous contrat), ou à moyen terme, *via* la recherche d'une formation professionnelle qualifiante. Durant plusieurs mois, les « stagiaires » alternent des périodes de « cours » (rédaction de CV, atelier d'écriture, etc.) et des stages en entreprise. Cette structure n'est donc pas à proprement parler une « école », et il serait erroné d'appréhender ces jeunes comme des « élèves », encore moins comme des étudiants. Les « stagiaires » des E2C sont issus des composantes les plus précaires des classes populaires. À la différence des étudiants de BTS ou d'AES, leurs parents ne bénéficient pas d'une situation stable sur le marché de l'emploi : beaucoup sont inactifs, en recherche d'emploi ou enchaînent les missions d'intérim et les contrats précaires. Cette instabilité professionnelle se double d'une instabilité familiale : les enquêtés sont souvent issus de familles monoparentales ou recomposées et connaissent des situations familiales parfois conflictuelles. Un certain nombre ont rencontré par ailleurs durant leur enfance ou leur adolescence de graves problèmes personnels (handicap, harcèlement scolaire, grossesse non désirée, perte précoce d'un parent, etc.) qui expliquent en partie leur rapport contrarié à l'univers scolaire et leur relation spécifique au numérique, nous le verrons. Certains « stagiaires » vivent toujours au sein du domicile parental tandis que d'autres ont pris précocement leur indépendance, quelques-uns vivant en concubinage, parfois avec des enfants à charge. Si ces jeunes ont le même âge « biologique » que les étudiants d'IEP ou de CPGE interrogés précédemment, ils n'ont définitivement pas le même âge social : leur *habitus* et leur rapport au monde social apparaissent même diamétralement opposés.

Les jeunes des E2C se singularisent également par leur absence totale de participation politique en ligne. Qu'il s'agisse d'activités « passives » comme le visionnage de vidéos politiques ou d'activités plus exigeantes, comme la rédaction de messages ou de commentaires politiques en « première personne », quasiment aucun de ces jeunes ne s'empare du numérique pour participer à la vie de la cité et prendre part au débat public. Ne générant aucune trace de participation et n'ayant pas l'habitude de répondre aux enquêtes par questionnaire, ces jeunes échappent ainsi aux écrans radars des travaux sur la participation politique en ligne. Remplir le questionnaire a d'ailleurs été pour certains d'entre eux une épreuve, notamment en raison de leur rapport souvent contrarié à l'écrit (d'autant plus lorsque le français n'est pas leur langue maternelle) ; la présence d'accompagnateurs a été dans certains cas nécessaire pour les aider à comprendre le sens des questions posées. L'existence de ces jeunes « invisibles » montre bien que la participation en ligne n'est pas une norme répandue dans l'ensemble de la jeunesse, et que l'accès au numérique ne suffit pas à favoriser la participation de jeunes se situant à la marge de l'espace social.

Participer en ligne nécessite *a minima*, on l'a vu, une maîtrise suffisante des outils numériques et un sentiment de compétence politique, deux conditions qui font précisément défaut à ces enquêtés. Les « invisibles » se singularisent en effet tout d'abord par une maîtrise assez limitée et partielle des outils numériques. Leur accès à Internet se fait quasi-exclusivement *via* l'usage du smartphone, la plupart des stagiaires n'ayant pas d'ordinateur personnel à leur domicile, ni même d'ordinateur portable. Comme l'a observé Dominique Pasquier (2005), la massification du recours à Internet au sein des classes populaires n'a été rendue possible qu'avec la démocratisation des smartphones et des tablettes, à savoir des terminaux permettant un accès *tactile* aux outils numériques, à la différence des cadres et professions intermédiaires qui ont été socialisés à Internet dans le cadre professionnel, *via* l'acquisition de compétences informatiques et bureautiques, qui font précisément défaut aux jeunes des E2C. S'ils savent naviguer avec leur téléphone sur les réseaux sociaux et leurs différentes applications, les enquêtés interrogés des E2C ont en revanche beaucoup de lacune à effectuer certaines tâches, comme remplir des formulaires, effectuer des démarches administratives en ligne, gérer une boîte mail (certains n'ont d'ailleurs pas d'adresse mail personnelle à leur arrivée à l'E2C, l'une de leurs premières « missions » étant alors d'en créer une, avec l'aide de leurs formateurs). En conséquence, les « invisibles » développent un rapport au numérique qui se limite essentiellement à l'image, au son et à la vidéo (Youtube, Snapchat, Instagram et, dans une moindre mesure, Facebook sont les principales applications consultées quotidiennement), du fait de leur rapport parfois contrarié au monde de l'écrit et à la lecture. À ce titre, les messages envoyés entre amis par messagerie privée, ou les posts publiés sur les réseaux sociaux, peu nombreux, sont rédigés dans un langage SMS, ou bien avec de nombreuses difficultés orthographiques et syntaxiques. On peut donc supposer que leur rapport contrarié à l'écriture et à l'informatique constitue un premier frein à la prise de parole politique en ligne.

Mais bien davantage encore, leur absence de participation politique en ligne ne peut se comprendre qu'en tenant compte de la très grande distance des enquêtés vis-à-vis du champ politique spécialisé et ses acteurs. La politique apparaît en effet comme un univers lointain et complexe, éloigné de leurs quotidiens et de leurs préoccupations, et sur lequel ils n'ont aucune prise. Le dégoût, l'incompétence, la méfiance et surtout l'indifférence sont les sentiments les plus fréquemment exprimés par ces jeunes lorsqu'on les interroge à ce sujet : « la politique c'est pas mon truc » ; « j'y connais rien en politique » ; « la politique c'est pas pour moi » ; « c'est pas mon délire », « la politique j'aime pas ça » ; etc. Ainsi, seuls 4 % des stagiaires des E2C interrogés déclarent s'intéresser à la politique, contre 20 % des étudiants d'AES et 87 % des étudiants de science politique (*cf.* tableau 4). La politique ne fait pas partie de leur quotidien, comme en atteste, notamment, l'absence de discussions avec l'entourage : 57 % ne discutent jamais de politique en famille (contre 19 % des étudiants d'AES et 3 % de ceux de l'IEP, *cf.* tableau 5).

TABLEAU 5. FRÉQUENCE DES DISCUSSIONS POLITIQUES (« HORS-LIGNE ») AVEC LA FAMILLE (EN %)

| | Très souvent | Assez souvent | Peu souvent | Jamais |
|-------------------|--------------|---------------|-------------|--------|
| E2C | 4 | 9 | 26 | 52 |
| AES | 12 | 30 | 38 | 19 |
| BTS | 13 | 30 | 43 | 14 |
| IUT | 14 | 38 | 40 | 7 |
| Science politique | 40 | 41 | 16 | 1 |
| CPGE | 25 | 47 | 24 | 5 |
| IEP | 36 | 40 | 20 | 3 |

Source : Boyadjian J., 2020, *La participation politique en ligne des jeunes à travers le prisme des inégalités socioculturelles*.

L'absence de médiation incarnée par des figures d'autorité, notamment parentales (elles-mêmes dans un rapport distant avec cet univers), vis-à-vis de l'univers politique ne fait ainsi que renforcer ce sentiment d'extériorité. Les jeunes des E2C n'accordent de plus qu'une très faible confiance dans le vote, les élections et plus largement dans le personnel politique. 69 % des jeunes interrogés se déclarent ainsi « tout à fait » ou « plutôt d'accord » avec l'affirmation selon laquelle « voter ne sert pas à grand-chose, car aucun homme politique ne tient ses promesses » contre seulement 15 % des étudiants d'IEP par exemple (cf. tableau 6).

TABLEAU 6. « ÊTES-VOUS D'ACCORD AVEC L'AFFIRMATION SUIVANTE : VOTER NE SERT PAS À GRAND-CHOSE, CAR AUCUN HOMME POLITIQUE NE TIENT SES PROMESSES » (EN %)

| | Tout à fait d'accord | Plutôt d'accord | Plutôt pas d'accord | Pas du tout d'accord | N'a pas d'avis / ne sait pas |
|-------------------|----------------------|-----------------|---------------------|----------------------|------------------------------|
| E2C | 41 | 28 | 11 | 11 | 9 |
| AES | 30 | 36 | 19 | 8 | 8 |
| BTS | 30 | 38 | 20 | 11 | 2 |
| IUT | 14 | 30 | 24 | 23 | 10 |
| Science politique | 4 | 22 | 40 | 29 | 5 |
| CPGE | 3 | 15 | 30 | 51 | 1 |
| IEP | 1 | 14 | 44 | 39 | 1 |

Source : Boyadjian J., 2020, *La participation politique en ligne des jeunes à travers le prisme des inégalités socioculturelles*.

Cette distance et cette méfiance vis-à-vis de l'univers politique – qui n'a par ailleurs rien de nouveau dans les classes populaires (Gaxie, 1978 : Barrault-Stella *et al.*, 2016), mais qui prend avec cette génération (dont les parents sont, pour certains, des abstentionnistes de longue date) sans doute une dimension supplémentaire – permettent d'éclairer ainsi en grande partie la très faible participation politique de ces jeunes, qu'elle soit en ligne ou hors-ligne. En effet, même dans la sphère « hors-ligne », très peu de jeunes des E2C interrogés déclarent recourir à des modalités participatives, conventionnelles ou non. La seule forme de participation politique expérimentée par une partie des enquêtés reste le vote (précisons néanmoins qu'une majorité des enquêtés n'avait pas voté en 2017, soit parce qu'ils s'étaient abstenus, soit parce qu'ils n'avaient pas le droit de vote). Mais les entretiens réalisés laissent cependant percevoir un vote en réalité très largement « désinvesti » (Gaxie, 1993) de toute signification politique (c'est-à-dire un vote qui ne traduit pas une opinion personnelle et éclairée) :

« Alors là, si tu commences à te lancer sur ce sujet-là avec mon père [la politique], t'es dans la merde parce que mon père il aime bien parler de ça, mais moi ça m'intéresse pas. Comme là depuis que je peux voter, je vote ce que mon père me dit et basta quoi, je cherche même pas... [...] Oui j'ai voté [pour les présidentielles] j'ai pas cherché à comprendre, mon père il m'a dit vote lui, j'ai dit d'accord. Mais j'ai pas cherché, je m'y intéresse pas parce que tu sais très bien que dans tous les cas, tous leurs débats et tout c'est tout du mensonge, ils ont beau te dire "je vais faire ça, je vais faire ça", tu sais très bien qu'ils sont pas directement dans le projet, donc ils peuvent pas savoir si ils vont le faire ou pas. » (Manon, 19 ans, stagiaire E2C, père au foyer, mère policière, a voté Emmanuel Macron.)

Les propos de cette enquêtée laissent apparaître à quel point la conception idéalisée du vote est loin d'être une norme assimilée par toute une frange de la jeunesse populaire (voire au-delà) et que le vote peut continuer, dans certains milieux sociaux et dans certaines configurations familiales, à être en partie

le produit d'une situation de dépendance sociale. Même si Manon vote (pour faire plaisir à son père), elle n'attend rien de son geste, et n'accorde aucun crédit aux acteurs politiques. Manon, comme les autres enquêtés, ne participe d'ailleurs pas davantage sur Internet ou les réseaux sociaux, d'autant que personne dans son entourage ne l'y incite, contrairement au vote.

On pourrait néanmoins se demander si ces jeunes ne trouveraient pas avec le numérique un moyen d'exprimer leur rejet envers la classe politique, voire de s'orienter vers l'action contestataire. On sait en effet (CRÉDOC, 2019) que dans la sphère « hors-ligne », les jeunes les moins diplômés et les plus proches des classes populaires sont les plus enclins à s'orienter vers des formes de participation politique dites non conventionnelles. En réalité, il ressort de l'enquête que ce faible intérêt pour la politique ne se limite pas à sa dimension institutionnelle. Les jeunes interrogés expriment en effet une même forme d'indifférence, ou du moins d'extériorité, vis-à-vis de l'action contestataire, et notamment envers le mouvement des Gilets jaunes, dont la tenue a été concomitante au déroulement de l'enquête⁹. Si une majorité des enquêtés expriment de la compréhension, voire de la sympathie, pour ce mouvement social, aucun d'eux n'y a pour autant pris part directement, que cela soit sur les ronds-points¹⁰ ou sur Facebook : les Gilets jaunes sont davantage appréhendés comme un « événement », que l'on suit, de plus ou moins loin, à la télévision, au même titre que des faits d'actualité fortement médiatisés (attentats, catastrophes climatiques, etc.).

« Je suis totalement d'accord avec eux [les Gilets jaunes] mais il faut qu'ils arrêtent de casser [rire] c'est ça le problème. Ça apporte rien à la cause, mais autrement je suis totalement pour la cause, même si j'ai pas manifesté, mais je suis avec eux [...] parce que pour l'instant j'ai pas toutes les choses à payer, je suis pas imposable, donc c'est vrai que par rapport à ces gens-là, on peut pas trop non plus se plaindre, mais peut-être voir quand j'y serai, j'aurai peut-être plus un avis plus pointilleux sur le sujet, quand je serai dans la case. » (Quentin, 26 ans, père absent, mère décédée.)

« C'est quelque chose de bien, mais je pense que c'est dans l'excès. Je pense qu'il y a trop de débordements, qu'il y a trop de conneries, et je trouve qu'en fait c'est un peu remuer les problèmes pour rien. Je pense que Macron il démissionnera jamais. » (Elsa, 19 ans, père aide médico-psychologique, mère employée municipale.)

« Bah j'les comprends mais de mon point de vue ça... part un peu trop loin avec les casseurs. Mais sinon... mouais j'les comprends un peu. Après j'avais pas dire, j'suis pas dedans à 100 % dans le sens où j'suis pas informé à 100 %. Euh y'a peut-être des trucs que j'ignore, je m'informe pas de ouf niveau politique, j'suis pas trop trop trop à l'écoute on va dire. C'est pas vraiment le gros sujet qui m'intéresse sans arrêt. Au 20 h ça m'arrive de regarder les gros titres quoi mais les détails... j'regarde pas spécialement. » (Jonathan, 22 ans, père mécanicien, mère aide-soignante.)

Les jeunes interrogés ne croient ainsi pas aux chances de ce mouvement social de faire valoir ses revendications (qui leur paraissent légitimes, sans pour autant les faire leurs, du fait de leur jeune âge), et entretiennent un regard distancié voire sceptique envers les moyens d'action retenus, jugés trop violents et générateurs de désordre. En définitive, le numérique ne constitue pas pour les « invisibles » un moyen de prendre part à l'action contestataire, pas plus que d'interagir avec le champ politique institutionnel.

⁹ Nous avons réalisé notre série d'entretiens avec les jeunes de l'E2C environ quatre mois après les premières manifestations des Gilets jaunes.

¹⁰ Signalons que dans les villes des E2C retenues pour l'enquête, le mouvement des Gilets jaunes n'a eu une ampleur que très limitée, comparativement à d'autres villes de la région.

Plus largement, cette distance à l'endroit de la politique – qu'elle soit institutionnelle ou contestataire – va de pair avec une très faible consommation de l'actualité, et ce quelles que soient les modalités d'informations retenues : presse gratuite, radio, Internet, etc. La télévision reste néanmoins le moyen privilégié pour s'informer lorsqu'il se produit un événement jugé « important », donnant lieu à des « éditions spéciales » (attentats, premiers débordements violents des manifestations de Gilets jaunes, catastrophe naturelle, etc.) En revanche, et c'est là une spécificité de ce public comparativement à tous les autres interrogés dans le cadre de cette enquête, Internet n'est pas appréhendé comme un outil pour s'informer de l'actualité nationale, même en période présidentielle. La plupart des jeunes interrogés ne consultent ainsi aucun site d'informations, ni ne s'abonne à des pages de médias sur les réseaux sociaux. Suivre « l'actualité » sur Facebook revêt une signification différente : l'« actualité » suivie est celle d'« amis » qui donnent de leurs nouvelles, ou est composée d'informations relatives à une passion ou un centre d'intérêt spécifique (le football, la musique, la télé-réalité, etc.), de chaînes de messages (des réflexions sur la vie, le rapport aux autres, etc.), de faits divers, etc.

Lors des premiers mois du mouvement des Gilets jaunes, une poignée d'enquêtés nous a indiqué pourtant suivre les événements sur les réseaux sociaux. Néanmoins, les contenus consultés provenaient moins de pages de médias d'informations, que de comptes très différents, diffusant des vidéos ou des messages « viraux », des prises de parole d'acteurs du mouvement, des Gilets jaunes se présentant comme journalistes, etc. Et, contrairement aux autres publics interrogés qui consomment également ce type de biens informationnels, les jeunes de l'E2C ne semblent pas être tout à fait en mesure de discriminer ces différentes sources, et de distinguer notamment ce qui relève de sources journalistiques ou de sources « citoyennes ». Si ce point mériterait une recherche plus approfondie, il apparaît néanmoins clair que la capacité à discriminer les sources d'informations apparaît très inégalement répartie au sein des différents publics interrogés, et que les « invisibles » semblent, là encore, bien constituer un cas limite de ce phénomène.

Hormis ces cas exceptionnels, l'actualité politique, nationale ou internationale n'est pas suivie de manière régulière et apparaît comme relativement éloignée des préoccupations quotidiennes (Goulet, 2010). Elle est même parfois assimilée et à une culture générale qu'ils n'ont pas, et dont le déficit peut générer des formes de violence symbolique :

« La politique ça me fait trop rappeler la culture générale tout ça [...] La culture générale je suis zéro [rires] Une fois on a rigolé de moi, c'était chez moi on a fait un jeu c'était sur des papiers on a pris un bol et tout, on avait mis des petits papiers, on avait secoué, et hop on avait pris un papier et c'était "qui a découvert l'Amérique ?" et moi j'ai dit Napoléon, ils ont rigolé et moi... Donc, euh, la culture générale je suis zéro. » (Camille, 22 ans, profession des parents inconnue.)

Si ces jeunes décrocheurs scolaires se connectent, comme les étudiants, quotidiennement à internet – et la plupart plusieurs fois par jours – c'est avant tout pour communiquer avec leurs amis, leurs camarades ou leurs familles, se tenir informés de leurs centres d'intérêts, ou encore s'adonner à leurs loisirs (visionner des films et des séries, écouter de la musique, regarder des « tutos », etc.). En définitive, le numérique ne constitue clairement pas pour ce groupe d'enquêtés, un levier à la participation politique.

Portrait 4. Salima, les réseaux sociaux comme échappatoires, sans actualité ni politique

Salima a 23 ans et vient de terminer sa formation à l'école de la 2^e chance d'Armentières. Son parcours de vie est particulièrement difficile. Sa mère l'a abandonnée peu de temps après sa naissance. Ses deux grands frères (tous deux atteints d'une forme d'autisme qu'elle ne parvient pas à qualifier précisément) et elle sont, dans un premier temps, élevées par leur père, chauffeur de bus dans la métropole lilloise. Mais deux ans plus tard, ce dernier part à son tour refaire sa vie dans le sud de la France et confie ses trois enfants aux grands-parents maternels. Salima connaît une scolarité difficile et ne se sentira jamais à sa place au sein de l'institution scolaire :

« Franchement l'école et moi c'est zéro ; je supporte pas l'école. Je bossais quand même parce qu'il faut, mais je faisais le strict minimum et puis c'était tout quoi. Bon, à l'heure d'aujourd'hui, j'regrette parce que p't-être que je m'en sortirais mieux aujourd'hui, mais bon... ».

Après le collège, elle part suivre des études de coiffure en Belgique (pour des raisons qu'elle n'explique pas). Elle finira par obtenir un CAP, mais sans parvenir à en faire reconnaître la validité sur le marché du travail français. Elle enchaînera alors les petits boulots (dans la grande distribution, comme caissière notamment) avant de tomber enceinte, à l'âge de 20 ans. Elle cesse alors de travailler, puis quitte son compagnon (devenu violent et soumis à différentes addictions) peu de temps après la naissance de sa fille. Sans emploi et devant élever désormais seule sa fille, elle retourne vivre chez ses grands-parents, et entreprend de retrouver un travail. Elle se rend alors à la mission locale, où elle se verra proposer d'intégrer l'école de la 2^e chance. Aujourd'hui encore, Salima vit chez ses grands-parents (âgés d'une soixantaine d'années) avec sa fille de 2 ans, et son frère aîné. Ce contexte familial très difficile permet d'éclairer en partie son rapport au numérique et à la politique.

Salima passe plusieurs heures par jour sur Internet, principalement le soir, une fois sa fille endormie. Elle se retrouve alors seule dans sa chambre, avec un certain sentiment de solitude (vivant chez ses grands-parents, elle n'ose pas inviter ses amies, qui par ailleurs sont la plupart mères également). Elle passe alors ses soirées, allongée sur son lit, à naviguer plusieurs heures (souvent de 21 h à minuit, voire 1 h du matin) sur Internet et les réseaux sociaux, *via* son smartphone, parce que « de toute façon, y a que ça à faire ». Deux principales applications accaparent la plus grande partie de son temps : la plateforme de contenus Netflix, sur laquelle elle regarde chaque soir des séries, et Facebook. Depuis sa séparation avec le père de sa fille et les problèmes de garde qui s'en sont suivis, Salima souligne être extrêmement vigilante vis-à-vis des contenus qu'elle publie sur ce réseau social :

« Il surveille ma vie H24, il me flique à mort, même sur Facebook, si j'ai beau le bloquer par tous les moyens possibles, il arrive toujours à tout savoir sur moi, ce que je fais, où je vais avec la petite, tout, [...] je pense qu'il doit voir avec des gens que je dois connaître et qu'il doit connaître, parce qu'on a eu des amis en commun, au bout de quatre ans forcément, et je pense qu'il essaye de se renseigner comme ça. »

Cette vigilance la pousse ainsi à ne plus publier de contenus ni à trop se dévoiler sur les réseaux sociaux. Cependant Facebook n'est pas appréhendé uniquement comme un lieu anxigène lui rappelant ses déboires amoureux, le réseau social lui permet aussi de discuter avec ses amies, de sa changer les idées, d'oublier les problèmes du quotidien : « On peut parler des heures le soir, on est des filles, on se raconte tout. »

Salima n'appréhende pas en revanche ce réseau social, et plus largement Internet, comme un instrument permettant de s'informer de l'actualité. Dans son « fil d'actualités » sur Facebook, aucune

publication ne renvoie à des sujets d'actualité ou des articles de presse. Si Salima se trouve enfermée dans une « bulle de filtre » (Pariser, 2011), c'est une bulle dans laquelle l'actualité nationale, internationale et politique n'existe pas. S'il lui arrive en revanche d'être exposée au journal télévisé lorsqu'elle se trouve assise dans le canapé avec ses grands-parents, elle n'écoute les informations que d'une oreille, et communique en même temps avec ses amies sur son téléphone. L'actualité ne l'intéresse pas, car elle estime avoir « déjà assez de soucis comme ça pour en plus [se] taper les mauvaises nouvelles et les catastrophes dans le monde ». De la même manière, elle estime « ne rien y connaître » en politique, un sujet qui ne l'intéresse pas. Elle n'est jamais allée voter : « Ouais je l'ai [sa carte électorale] mais franchement, je connais rien, donc pff... En fait, je comprends pas moi, la gauche, la droite, je sais pas ce que c'est, je vote pas moi. » Si elle soutient partiellement les revendications du mouvement des Gilets jaunes, elle n'a en revanche jamais eu le réflexe de rejoindre ce mouvement, dont elle rejette les modalités d'action jugées trop « violentes » :

« Je pense qu'ils ont raison, tout ce qu'ils font, ils le font pour nous aussi, mais je m'en occupe pas vraiment, fin après, au point de se battre comme ils font, c'est ridicule... Donc oui, ils ont raison parce qu'il faut bien revendiquer, faut bien défendre des choses, mais pas de la manière dont ils le font [...] les violences et tout c'est pas le bon exemple non plus. »

Le parcours de vie de Salima, jeune mère célibataire vivant chez ses grands-parents à 23 ans, enchaînant les périodes de chômage et de CDD, permet de prendre un certain recul vis-à-vis des discours technicistes affirmant la capacité des outils numériques à favoriser l'inclusion des publics jeunes dans l'arène démocratique. Salima n'est pas un cas isolé dans le département du Nord qui connaît un taux de chômage des jeunes parmi les plus élevés de France. Une technologie, aussi puissante soit-elle, ne saurait régler à elle seule des maux sociaux aussi structurels. Pour reprendre les mots de Thierry Vedel (2017) : « La puissance de la technique ne suffit pas à suppléer l'impuissance des humains. »

6. Conclusion

Le numérique est-il un levier à la participation politique des jeunes ? Internet et les médias sociaux changent-ils fondamentalement le rapport des jeunes générations au politique ? Il apparaît évident au terme de cette recherche que l'on ne peut répondre de manière simpliste et définitive à ces questions complexes.

L'affirmation selon laquelle le numérique aurait réussi son pari en ramenant dans l'arène démocratique une partie des jeunes qui s'en étaient éloignés ne résiste pas à la réalité des faits. Les inégalités de politisation et de participation politique observées dans la sphère hors-ligne se prolongent sur le numérique. Nous avons ainsi pu constater que plus la part d'enfants issus de milieux populaires est importante dans un public donné (E2C, AES, BTS), plus le rapport à la participation en ligne apparaît faible, distendu, superficiel. Il existe ainsi une corrélation évidente entre le niveau de participation politique en ligne et l'origine sociale des jeunes. Cela étant, on pourrait se demander si ces publics populaires, même s'ils participent certes moins que les publics favorisés, ne le feraient pas davantage qu'auparavant, grâce au numérique. Ou dit autrement, si le numérique, sans parvenir à les résorber, n'atténuerait pas quelque peu les inégalités participatives. La comparaison de nos résultats avec la littérature nous invite à répondre plutôt négativement à cette question. Non, le numérique ne semble pas atténuer les écarts de participation politique au sein des différentes composantes de la jeunesse.

Peut-on pour autant en conclure que le numérique ne change rien en matière de participation politique des jeunes ? À l'évidence, non. Internet et les médias sociaux ont généré de nouvelles modalités participatives, qui transforment durablement le rapport des jeunes à la politique, que cela soit dans les manières de consommer l'actualité politique, d'exposer publiquement ses opinions, de prendre part aux débats d'idées, etc. Répondre de manière rigoureuse à la question de l'influence du numérique sur la participation politique de la jeunesse nécessite de tenir compte du caractère indéniablement très hétérogène de cette population. La question mériterait alors d'être reformulée en ces termes : quels sont les effets *différenciés* du numérique sur les différentes composantes de la jeunesse ? Ce rapport ne peut apporter de réponse exhaustive à cette question, pour une raison assez simple, qu'il convient de rappeler ici : l'enquête n'a pas porté sur l'ensemble de la jeunesse (la jeunesse travailleuse notamment n'a pas été interrogée), mais sur *différents publics*, choisis en fonction d'un principe de diversification des cas plutôt que de stricte représentativité. L'observation approfondie de ces publics nous permet cependant d'apporter quelques éléments de réponse.

Pour une fraction des publics les plus élitistes socialement et les plus politisés (IEP, licence de science politique, et dans une moindre mesure CPGE), le numérique apparaît comme une dimension constitutive de l'engagement et un vecteur à part entière de la socialisation politique. Internet renforce et diversifie en premier lieu la consommation d'informations de ces jeunes passionnés de politique. Le format et la temporalité des réseaux sociaux, devenus le premier vecteur d'informations, autorise un suivi continu de l'actualité et une multiplication des sources : médias *mainstream*, médias engagées, sources primaires (comptes de personnalités et de formations politiques, etc.). Et, comme l'avait souligné Pippa Norris (2001), cette plus forte consommation d'informations renforce d'autant plus leur participation, suivant un cercle vertueux. Le numérique permet également à ces jeunes passionnés de coordonner plus

facilement leurs différents engagements, avec un rapport plus affranchi aux appareils partisans. En ce sens, le numérique s'ajuste bien aux transformations de l'engagement mises en lumière par Jacques Ion (1997). Plus encore, les outils numériques permettent à certains jeunes passionnés de développer une forme d'« auto-entreprenariat » militant, en constituant leurs propres réseaux d'échanges, de débats, voire d'actions militantes.

À l'opposé, le numérique ne semble pas avoir significativement transformé le rapport des jeunes issus de milieux populaires (AES, BTS, IUT) – dont les jeunes des écoles de la 2^e chance constituent un « cas limite » – à la participation politique. Très peu d'entre eux s'emparent des potentialités participatives du numérique, à commencer par les tribunes d'expression qu'offrent réseaux sociaux. Donner son opinion en ligne nécessite *a minima* un certain sentiment de compétence politique, mais aussi l'affirmation d'un engagement assumé auprès de l'entourage, deux éléments qui font partiellement ou totalement défaut aux jeunes interrogés dans ces publics. Le rapport à l'information politique est lui aussi relativement distendu, en dehors des périodes de haute conjoncture politique. Plutôt que la désinformation et l'enfermement dans des « bulles de filtres », c'est bien le phénomène de non-information, ou du moins de très faible exposition à l'actualité qui caractérise ces publics. Pour les franges les plus précaires de la jeunesse populaire, du moins celles sondées dans le cadre de cette enquête (les jeunes des E2C de la région lilloise), le numérique n'est pas davantage mobilisé comme un instrument d'expression du rejet de la politique institutionnelle, ni même comme un support ou un vecteur de l'action contestataire. Les stagiaires des E2C n'ont ainsi pas pris part au mouvement des Gilets jaunes, que cela soit sur Facebook ou sur les ronds-points. Ce mouvement ayant pris des formes très différentes selon les zones géographiques et les départements, il sera intéressant de prendre connaissance à travers de futures enquêtes des leviers à la (non) participation de la jeunesse populaire et travailleuse dans les départements où le mouvement a été plus développé.

En définitive, les formidables potentialités participatives des outils numériques profitent en premier lieu aux segments de la jeunesse qui bénéficient déjà de toutes les dispositions préalables nécessaires à un haut niveau de participation : une origine sociale élevée, un parcours scolaire réussi, un réel intérêt pour la politique et un fort sentiment de compétence politique. *A contrario*, le numérique, comme n'importe quelle technologie, aussi développée soit-elle, ne suffit pas à ramener dans l'arène démocratique les jeunes issus des fractions les plus démunies de l'espace social. Le rapport au numérique ne peut ainsi être pensé isolément du rapport plus général que les jeunes entretiennent au monde social et à la place qu'ils entendent y occuper. Entre ces deux pôles opposés de la jeunesse (les « passionnés » d'un côté, les « invisibles » de l'autre) se déploie tout un continuum de rapports différenciés à la participation politique en ligne, que nous avons tenté ici de mettre en lumière.

Bibliographie

- Anduiza E., Cantijoch M., Gallego A., 2009, « Political participation and the internet: A field essay », *Information, Communication and Society*, vol. 12, n° 6, p. 860-878.
- Anduiza E., Jensen M. J., Jorba L., 2012, *Digital Media and Political Engagement Worldwide*, Cambridge (Royaume-Uni), Cambridge University Press.
- Barrault-Stella L., Berjaud C., Geay K., 2016, « Distances à la politique : des banlieues populaires aux beaux quartiers. Inégalités sociales et formes de désintérêt pour la politique », *Savoir/Agir*, n° 36, p. 83-98.
- Becquet V., Goyette M., 2014, « L'engagement des jeunes en difficulté », *Sociétés et jeunes en difficulté*, n° 14, (<https://journals.openedition.org/sejed/7828>).
- Benkler Y., 2009, *La richesse des réseaux. Marchés et libertés à l'heure du partage social*, Lyon, Presses universitaires de Lyon.
- Bennett L. W. (dir.), 2008, *Civic Life Online. Learning How Digital Media Can Engage Youth*, Cambridge (États-Unis), MIT Press.
- Best S. J., Krueger B. S., 2005, « Analyzing the representativeness of internet political participation », *Political Behavior*, vol. 27, n° 2, p. 183-216.
- Blondiaux L., 2008, *Le nouvel esprit de la démocratie. Actualité de la démocratie participative*, Paris, Le Seuil.
- Bourdieu P., 1979, *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Minuit.
- Bourdieu P., 1980, *Le sens pratique*, Paris, Minuit.
- Bourdieu P., 1984, « La jeunesse n'est qu'un mot », *Questions de sociologie*, Paris, Minuit, p. 143-154.
- Bourdieu P., 1989, *La noblesse d'État. Grandes écoles et esprit de corps*, Paris, Minuit.
- Boydjian J., 2015, « Les usages frontistes du web », in Crépon S. (dir.), *Les faux-semblants du Front national*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 141-160.
- Boydjian J., 2016, *Analyser les opinions politiques sur internet, enjeux théoriques et défis méthodologiques*, Paris, Dalloz.
- Braconnier C., Coulmont B., Dormagen J.-Y., 2017, « Toujours pas de chrysanthèmes pour les variables lourdes de la participation électorale. Chute de la participation et augmentation des inégalités électorales au printemps 2017 », *Revue française de science politique*, vol. 67, n° 6, p. 1023-1040.
- Cardon D., Delaunay-Téterel H., 2006, « La production de soi comme technique relationnelle. Un essai de typologie des blogs par leurs publics », *Réseaux*, n° 138, p. 15-71.
- Cardon D., 2010, *La démocratie internet. Promesses et limites*, Paris, Le Seuil.
- Caron C., 2014, « Les jeunes et l'expérience participative en ligne », *Lien social et Politiques*, n° 71, p. 13-30 (<https://www.erudit.org/fr/revues/lsp/2014-n71-lsp01369/1024736ar/>).
- Collectif d'enquête sur les Gilets jaunes, 2019, « Enquêter *in situ* par questionnaire sur une mobilisation, Une étude sur les Gilets jaunes », *Revue française de science politique*, vol. 69, n° 5, p. 869-892.

- CRÉDOC, Baillet J., Brice Mansencal L., Datsenko R., Hoibian S., Maes C., 2019, avec la collaboration de Guisse N., Jauneau-Cottet P., *Baromètre DJEPVA pour la jeunesse 2019*, INJEP Notes & rapports/rapport d'étude (<https://injep.fr/wp-content/uploads/2019/11/rapport-2019-12-barometre-djepva-2019.pdf>).
- CRÉDOC, 2017, *Baromètre du numérique 2017*, 17^e édition, CREDOC/collection des rapports (www.credoc.fr/download/pdf/Rapp/R337.pdf).
- Dahlgren P., 2007, *Young Citizens and New Media: Learning for Democratic Participation*, New York, Routledge.
- Darmon M., 2013, *Classes préparatoires. La fabrique d'une jeunesse dominante*, Paris, La Découverte.
- Dubet F., 2018, *Trois jeunesses. La révolte, la galère, l'émeute*, Lormont, Le Bord de l'eau, 2018.
- Duchesne S., Haegel F., 2004, « La politisation des discussions, au croisement des logiques de spécialisation et de conflictualisation », *Revue française de science politique*, vol. 54, n°6, p. 877-909.
- Eliasoph N., 1998 (2010), *L'évitement de politique. Comment les Américains produisent l'apathie dans la vie quotidienne*, Paris, Economica.
- Flament C., Milland L., 2005, « Un effet Guttman dans l'analyse de représentations sociales » in Abric J.-C. (dir.), *Méthodes d'étude des représentations sociales*, Toulouse, Erès, p. 201-220.
- Frouillou L., 2017, *Ségrégations universitaires en Île-de-France. Inégalités d'accès et trajectoires étudiantes*, Paris, La Documentation Française.
- Galland O., Roudet B. (dir.), 2012, *Une jeunesse différente ? Les valeurs des jeunes Français depuis 30 ans*, Paris, La Documentation française/INJEP.
- Galland O., 2017, *Sociologie de la jeunesse*, 6^e édition, Paris, Armand Colin.
- Gamson W., 1992, *Talking politics*, Cambridge University Press.
- Gaxie D., 1978, *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Le Seuil.
- Gaxie D., 1993, « Le vote désinvesti. Quelques éléments d'analyse des rapports au vote », *Politix*, n° 22, p. 138-164.
- Goffman E., 1959, *La mise en scène de la vie quotidienne*, Paris, Minuit.
- Goulet V., 2010, *Médias et classes populaires. Les usages ordinaires des informations*, Paris, INA éditions.
- Granjon F., 2005, « L'Internet militant. Entretien avec Fabien Granjon », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, vol. 79, n°79, p. 24-29 (www.persee.fr/doc/mat_0769-3206_2005_num_79_1_1036).
- Greffet F., Wojcik S., 2008, « Parler politique en ligne. Une revue des travaux français et anglo-saxons », *Réseaux*, n°150, p. 19-50.
- Greffet F., Wojcik S., Blanchard G., 2014, « S'engager dans la campagne présidentielle. Les formes multiples de la participation politique en ligne », *Politiques de communication*, n° 3, p. 25-58.
- Ion J., *La fin des militants ?*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1997.
- Jansen H., Koop R., 2005, « Pundits, ideologues, and ranters: The British Columbia election online », *Canadian Journal of Communication*, vol. 30, n° 4, p. 613-632.

- Lazarsfeld P. F., Berelson B., Gaudet H., 1944, *The People's Choice: How The Voter Makes Up His Mind in a Presidential Campaign*, New York (États-Unis), Columbia University Press.
- Lehingue P., 2007, *Subunda. Coups de sonde dans l'océan des sondages*, Bellecombes-en-Bauge, Éditions du Croquant.
- Mauger G., 1991, « Enquêter en milieu populaire », *Genèses*, n° 6, p. 125-143.
- Michon S., 2008, « Les effets des contextes d'études sur la politisation », *Revue française de pédagogie*, n° 163, p. 63-75 (<https://journals.openedition.org/rfp/987>).
- Milbrath L., 1965, *Political participation*, Chicago (États-Unis), Rand McNally & Co.
- Ministère de l'éducation nationale, 2017, *Repères et références statistiques sur les enseignements, la formation et la recherche 2017*, DEPP.
- Morozov E., 2009, « The brave new world of slacktivism », *Foreign Policy.com*, 19 mai (<https://foreignpolicy.com/2009/05/19/the-brave-new-world-of-slacktivism/>).
- Muxel A., 2002, « La participation politique des jeunes : soubresauts, fractures et ajustements », *Revue française de science politique*, vol. 52, n° 5, p. 521-544.
- Nie N., Verba S. et Petrocik J., 1979, *The Changing American Voter*, Cambridge (États-Unis), Harvard University Press.
- Norris P., 2003, « Preaching to the converted? Pluralism, participation and party websites », *Party Politics*, vol. 9, n° 1, p. 21-45.
- Oser J., Hooghe M., Marien S., 2013, « Is online participation distinct from offline participation? A latent class analysis of participation types and their stratification », *Political Research Quarterly*, vol. 66, n° 1.
- Pariser E., 2011, *The Filter Bubble: What the Internet Is Hiding from You*, New York (États-Unis), Penguin Press.
- Pasquier D., 2005, *Cultures lycéennes : la tyrannie de la majorité*, Paris, Autrement.
- Rojas H., Puig-i-Abril E., 2009, « Mobilizers mobilized: Information, expression, mobilization and participation in the digital age », *Journal of Computer-Mediated Communication*, n° 14, p. 902-927.
- Roselli M., Chauvac N., Jmel S., 2016, « Le temps libre des étudiants », in Giret J.-F. et al. (dir.), *Les vies étudiantes. Tendances et inégalités*, Paris, La Documentation française, p. 101-116.
- Stenger T. (dir.), 2015, *Digital natives. Culture, génération et consommation*, Caen, EMS Éditions.
- Theviot A., 2013, « Qui milite sur Internet ? Esquisse du profil sociologique du "cyber-militant" au PS et à l'UMP », *Revue française de science politique*, vol. 63, n°3-4, p. 663-678.
- Valenzuela S., Kim Y., Gil de Zúñiga O., 2012, « Social networks that matters: Exploring the role of political discussion for online political participation », *International Journal of Public Opinion Research*, vol. 24, n° 2, p. 163-184.
- Vedel T., 2017, « L'internet et la démocratie : une liaison difficile », in Perrineau P. (dir.), *La démocratie de l'entre-soi*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 73-88.
- Verba S., Nie N. H., 1972, *Participation in America, Political democracy and social equality*, University of Chicago Press.

LA PARTICIPATION POLITIQUE EN LIGNE DES JEUNES À TRAVERS LE PRISME DES INÉGALITÉS SOCIOCULTURELLES

Le numérique et les médias sociaux apparaissent aujourd'hui comme les principaux supports et vecteurs de la participation politique des jeunes. Signer une pétition en ligne, participer à des groupes de discussion politiques sur les réseaux sociaux ou encore partager des vidéos de candidats apparaissent comme autant de modalités participatives plébiscitées par la jeunesse. Loin de se désengager de la vie de la cité, les jeunes semblent ainsi continuellement renouveler les formes de leur engagement au gré des avancées technologiques. Plus ou moins « conventionnelles », plus ou moins chronophages, plus ou moins assumées, ces nouvelles formes de participation sont néanmoins loin de former un tout homogène. Ce rapport propose d'éclairer ces différentes facettes de la participation en ligne, en les articulant aux profils des jeunes qui y ont recours. À cette fin, l'auteur a mené une enquête multi-méthode (questionnaire, entretiens et observation de comptes en ligne) auprès d'un millier de jeunes, aux origines sociales et aux parcours scolaires diversifiés. Catégorie sociale composite et hétérogène, la jeunesse est en effet traversée par de nombreuses inégalités que le numérique n'a pas fait disparaître. Qu'ils soient décrocheurs scolaires ou étudiants de grandes écoles, les jeunes interrogés apparaissent tous comme hyper connectés. Pour autant, tous ne développent pas les mêmes usages sociaux et politiques du numérique. Il apparaît alors que le rapport à la participation en ligne dépend très étroitement de l'acquisition de ressources très inégalement distribuées au sein de la jeunesse (capital culturel des parents, capital scolaire, etc.). À partir des résultats d'une analyse multivariée, le rapport établit plus précisément une typologie de quatre grands rapports à la participation numérique. Une typologie qui permet de rendre compte de toute la diversité de cette participation, mais aussi des inégalités qui la structurent.